

# MASTER EN INGENIERIE ET ACTION SOCIALES LOUVAIN-LA-NEUVE / NAMUR

## REGLEMENT DES ETUDES

## REGLEMENT GENERAL DES EXAMENS

### - Dispositions spécifiques -

**Année académique 2016-2017**



**HELHA**  
**Institut CARDIJN**  
Rue de l'Hocaille 10  
1348 Louvain-la-Neuve

Siège social  
Asbl Haute Ecole Louvain en Hainaut  
Chaussée de Binche 159 – 7000 Mons

**Secrétariat MIAS 1 :**  
nathalie.calvi@mias-lln-namur.be - +32 (0)497 433 434

**Secrétariat MIAS 2 :**  
valerie.tamigniau@mias-lln-namur.be - +32 (0)492 722 662

**[www.mias-lln-namur.be](http://www.mias-lln-namur.be)**

**HENALLUX**  
**Département social de Namur**  
rue de l'Arsenal 10  
5000 Namur

Siège social  
Asbl Haute Ecole Namur-Liège-Luxembourg  
Rue Saint-Donat 130 – 5002 Namur

# Table des matières

TITRE I : DEFINITIONS .....	3
TITRE II : ORGANISATION ACADEMIQUE	
Chapitre 1 : Organisation académique .....	7
Chapitre 2 : Procédure d'inscription .....	8
Chapitre 3 : Etudiant régulier .....	9
Chapitre 4 : Frais d'études .....	10
Chapitre 5 : Programme des études .....	11
Chapitre 6 : Demande d'inscription irrecevable .....	12
Chapitre 7 : Refus d'inscription .....	13
Chapitre 8 : Inscription : non prise en compte ou annulation .....	15
Chapitre 9 : Accès au Master en Ingénierie et action sociales .....	15
Chapitre 10 : Allègement du programme d'études .....	17
Chapitre 11 : Promotion de l'accueil d'étudiants présentant des besoins spécifiques .....	18
TITRE III : REGLEMENT DU JURY	
Chapitre 1 : Compétences du jury .....	20
Chapitre 2 : Jury d'évaluation et d'acquisition des crédits et jury de proclamation de la réussite d'un programme .....	20
Chapitre 3 : Jury d'admission et de validation des programmes .....	23
TITRE IV : REGLEMENT DES EXAMENS	
Chapitre 1 : Inscription aux examens .....	27
Chapitre 2 : Modalités d'organisation et de déroulement des épreuves .....	28
TITRE V : REGLES ET SANCTIONS DISCIPLINAIRES, ACADEMIQUES ET ADMINISTRATIVES	
Chapitre 1 : Types de sanctions .....	30
Chapitre 2 : Respect de soi et des autres, règles de fonctionnement et sanctions disciplinaires .....	31
Chapitre 3 : Sanctions académiques .....	32
Chapitre 4 : Sanctions administratives .....	32
Chapitre 5 : Procédures .....	33
Chapitre 6 : Voies de recours .....	34
TITRE VI : RECOURS INTERNES ET EXTERNES	
Chapitre 1 : Recours internes .....	35
Chapitre 2 : Recours externes .....	35
TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES	
Chapitre 1 : Clauses particulières .....	39
Chapitre 2 : Assurances .....	39
Chapitre 3 : Etudiants inscrits aux jurys de la Communauté Française .....	41
ANNEXES	
Annexe 1 : Grille d'études .....	42
Annexe 2 : Minerval et frais afférents aux biens et services .....	45
Annexe 3 : Dossier d'inscription .....	49
Annexe 4 : Composition des Commissions de recours .....	50
Annexe 5 : Calendrier académique 2016-2017 .....	51
Annexe 6 : Critères de délibération .....	52
Annexe 7 : Etudiants inscrits au jury de la Communauté Française .....	53

# PREAMBULE

---

Les présentes dispositions s'appliquent aux étudiants inscrits en Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur, organisé conjointement par la Haute Ecole Louvain en Hainaut (HELHa) et la Haute Ecole de Namur Liège Luxembourg (Henallux), en vue d'une co-diplomation.

Dans le présent règlement, le terme MIAS renvoie au Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur.

Pour les deux Hautes Ecoles, chaque fois qu'il est fait référence à la Direction, il y a lieu d'entendre le directeur du département social de Louvain-la-Neuve et/ou le directeur du département social de Namur qui agit(agissent) par délégation du(des) directeur(s) de catégorie, sauf lorsque la législation prévoit explicitement qu'il ne peut y avoir délégation.

Par ailleurs, pour toute série d'actes ou de décisions spécifiques, c'est le directeur du site sur lequel les étudiants sont inscrits ou suivent principalement leur cursus qui agit par délégation au nom des deux directeurs de département qui ont conjointement en charge la responsabilité du Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur.

## TITRE I : DEFINITIONS

### Article 1 : Préliminaire

Pour application du présent Règlement des Etudes, il faut entendre par :

- 1° *Le décret* : le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études
- 2° *Acquis d'apprentissage* : énoncé de ce que l'étudiant doit savoir, comprendre et être capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage, d'un cursus ou d'une unité d'enseignement validée ; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences (Décret du 7 novembre 2013)
- 3° *Activités d'apprentissage* : les activités d'apprentissage comportent :
  - des activités d'enseignement organisées par l'établissement, notamment des cours magistraux, exercices dirigés, travaux pratiques, travaux de laboratoire, séminaires, exercices de création et recherche en atelier, excursions, visites et stages;
  - des activités individuelles ou en groupe, notamment des préparations, travaux, recherches d'information, travaux de fin d'études et projets;
  - des activités d'étude, d'autoformation et d'enrichissement personnel.(Décret du 31 mars 2004<sup>1</sup>)
- 4° *Activités de remédiation* : activités d'aide à la réussite ne faisant pas partie d'un programme d'études, visant à combler les lacunes éventuelles d'étudiants ou les aider à suivre ou à reprendre un programme d'études avec de meilleures chances de succès. (Décret du 7 novembre 2013)
- 5° *Activités d'intégration professionnelle* : activités d'apprentissage de certains programmes d'études constituées d'activités liées à l'application des cours, dans un cadre disciplinaire ou interdisciplinaire, qui peuvent prendre la forme notamment de stages, d'enseignement clinique, de travaux de fin d'études, de séminaires, de créations artistiques ou d'études de cas. (Décret du 7 novembre 2013). Ces activités d'apprentissage peuvent également prendre la forme de simulations
- 6° *Admission* : processus administratif et académique consistant à vérifier qu'un étudiant remplit les critères l'autorisant à entreprendre un cycle d'études déterminé et à en définir les conditions complémentaires éventuelles. (Décret du 7 novembre 2013)

---

<sup>1</sup> Décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, dit décret « Bologne »,

- 7° *Année académique* : cycle dans l'organisation des missions d'enseignement qui commence le 14 septembre et se termine le 13 septembre suivant ; les activités, décisions et actes liés à ces missions sont rattachés à une année académique, mais peuvent s'étendre en dehors de cette période. (Décret du 7 novembre 2013)
- 8° *Bachelier (BA)* : grade académique de niveau 6<sup>2:3</sup> sanctionnant des études de premier cycle de 180 crédits au moins. (Décret du 7 novembre 2013)
- 9° *Bachelier de spécialisation* : études menant à un grade académique de bachelier particulier (de niveau 6<sup>3</sup>) sanctionnant des études spécifiques de premier cycle de 60 crédits au moins, complétant une formation préalable de bachelier. (Décret du 7 novembre 2013)
- 10° *Cadre [européen] des certifications* : instrument de classification des certifications en fonction d'un ensemble de critères correspondant à des niveaux d'apprentissage déterminés [adopté par les Etats européens en 2008]<sup>4</sup>. (Décret du 7 novembre 2013)
- 11° *Catégorie* : entité d'une Haute École regroupant une ou plusieurs sections ou sous-sections organisant un cursus particulier. (Décret du 7 novembre 2013) Des spécialisations peuvent également y être organisées.
- 12° *Codiplômation* : forme particulière de coorganisation d'études conjointes pour lesquelles tous les partenaires en Communauté française qui codiplôment y sont habilités ou cohabilités pour ces études, dont les activités d'apprentissage sont organisées, gérées et dispensées conjointement et dont la réussite est sanctionnée collégialement et conduit à la délivrance d'un diplôme unique ou de diplômes émis selon les législations propres à chaque partenaire. (Décret du 7 novembre 2013)
- 13° *Compétence* : faculté évaluable pour un individu de mobiliser, combiner, transposer et mettre en œuvre des ressources individuelles ou collectives dans un contexte particulier et à un moment donné ; par ressources, il faut entendre notamment les connaissances, savoir-faire, expériences, aptitudes, savoir-être et attitudes. (Décret du 7 novembre 2013)
- 14° *Connaissance* : ensemble cohérent de savoirs et d'expériences résultant de l'assimilation par apprentissage d'informations, de faits, de théories, de pratiques, de techniques relatifs à un ou plusieurs domaines d'étude, de travail, artistiques ou socioprofessionnels. (Décret du 7 novembre 2013)
- 15° *Coorganisation* : partenariat entre deux ou plusieurs établissements qui choisissent, par convention, de participer effectivement à l'organisation administrative et académique des activités d'apprentissage d'une formation ou d'un programme d'études conjoint pour lequel l'un d'entre eux au moins est habilité ; une telle convention peut porter sur l'offre et l'organisation d'enseignements, l'échange de membres du personnel ou le partage d'infrastructures. (Décret du 7 novembre 2013)
- 16° *Corequis d'une unité d'enseignement* : ensemble d'autres unités d'enseignements d'un programme d'études qui doivent avoir été suivies préalablement ou au plus tard au cours de la même année académique. (Décret du 7 novembre 2013)
- 17° *Crédit* : unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, au sein d'un programme d'études, à une activité d'apprentissage. (Décret du 7 novembre 2013)
- 18° *Cursus* : ensemble cohérent d'un ou plusieurs cycles d'études constituant une formation initiale déterminée ; au sein d'un cursus, les grades intermédiaires peuvent être « de transition », donc avoir pour finalité principale la préparation au cycle suivant, et le grade final est « professionnalisant ». (Décret du 7 novembre 2013)
- 19° *Cycle* : études menant à l'obtention d'un grade académique ; l'enseignement supérieur est organisé en trois cycles. (Décret du 7 novembre 2013)
- 20° *Département* : entité qui regroupe au sein de la Haute École certaines sections, finalités ou spécialisations d'une même catégorie d'enseignement qui se trouvent sur une même implantation ;
- 21° *Diplôme* : document qui atteste la réussite d'études conformes aux dispositions du présent décret et le titre ou grade académique conféré à l'issue de ce cycle d'études. (Décret du 7 novembre 2013)
- 22° *Domaine d'études* : branche de la connaissance qui correspond à un ou plusieurs cursus. (Décret du 7 novembre 2013)
- 23° *Enseignement supérieur en alternance* : enseignement dans lequel l'acquisition des compétences nécessaires pour l'obtention d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur se fait pour partie en entreprise et pour partie au sein dudit établissement. (Décret du 7 novembre 2013)

<sup>2</sup> Les niveaux des grades sont fixés dans le respect du Cadre Européen de Certification (CEC) (cf. 10°)

<sup>3</sup> En vertu du CEC, le niveau 6 correspond à des savoirs approfondis dans un domaine de travail ou d'études requérant une compréhension critique de théories et de principes. (Extrait de la brochure éditée par l'UE et intitulée « Le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CEC) », disponible au téléchargement ici : <http://bookshop.europa.eu/fr/le-cadre-europ-en-des-certifications-pbNC3008266/>)

<sup>4</sup> Pour plus d'informations : <http://bookshop.europa.eu/fr/le-cadre-europ-en-des-certifications-pbNC3008266/>

- 24° *Epreuve* : l'ensemble des examens d'une année d'études ;
- 25° *Équivalence* : processus visant à assimiler, pour un étudiant, ses compétences et savoirs, certifiés par un ou plusieurs titres, certificats d'études ou diplômes étrangers, à ceux requis à l'issue d'études dans les établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française. (Décret du 7 novembre 2013)
- 26° *Établissement référent* : dans le cadre de la coorganisation d'un programme d'études conjoint, en particulier en codiplômation, établissement chargé de la centralisation de la gestion administrative et académique du programme et des étudiants, désigné parmi ceux habilités en Communauté française pour les études visées. (Décret du 7 novembre 2013)
- 27° *Étudiant de première année de premier cycle* : sont considérés comme étudiants de première année de premier cycle ceux n'ayant pas encore acquis ou valorisé 45 crédits au moins parmi les 60 premiers crédits d'un premier cycle.
- 28° *Étudiant de première génération* : à des fins statistiques, étudiant régulièrement inscrit n'ayant jamais été inscrit au cours d'une année académique antérieure à des études supérieures, en Communauté française ou hors Communauté française, ou à tout cursus préparatoire aux épreuves ou concours permettant d'entreprendre ou de poursuivre de telles études. (Décret du 7 novembre 2013)
- 29° *Étudiant finançable* : étudiant régulièrement inscrit qui, en vertu de caractéristiques propres, de son type d'inscription ou du programme d'études auquel il s'inscrit, entre en ligne de compte pour le financement de l'établissement d'enseignement supérieur qui organise les études. (Décret du 7 novembre 2013)
- 30° *Evaluation* : contrôle des connaissances portant soit sur une matière de cours terminé, soit sur une partie de cours durant l'année académique.
- 31° *Examen* : opération de contrôle des acquis des étudiants portant sur une partie déterminée du programme d'études d'une année d'études.
- 32° *Finalité* : ensemble cohérent d'unités d'enseignement représentant 30 crédits d'un programme d'études de master en 120 crédits au moins menant à des compétences spécialisées complémentaires sanctionnées par un grade académique distinct. (Décret du 7 novembre 2013)
- 33° *Formation initiale* : cursus menant à la délivrance d'un grade académique de bachelier ou de master, à l'exclusion des grades de bachelier ou de master de spécialisation. (Décret du 7 novembre 2013)
- 34° *Grade académique* : titre sanctionnant la réussite d'un cycle d'études correspondant à un niveau de certification, reconnu par ce décret et attesté par un diplôme. (Décret du 7 novembre 2013)
- 35° *Habilitation* : capacité accordée par décret à un établissement d'enseignement supérieur d'organiser un programme d'études sur un territoire géographique déterminé, de conférer un grade académique et de délivrer les certificats et diplômes associés. (Décret du 7 novembre 2013)
- 36° *Inscription régulière* : inscription pour une année académique portant sur un ensemble cohérent et validé par le jury d'unités d'enseignement d'un programme d'études pour lequel l'étudiant satisfait aux conditions d'accès et remplit ses obligations administratives et financières. (Décret du 7 novembre 2013)
- 37° *Jury* : instance académique chargée, à titre principal, de l'admission aux études, du suivi des étudiants, de l'évaluation des acquis d'apprentissage, de leur certification et de l'organisation des épreuves correspondantes. (Décret du 7 novembre 2013)
- 38° *Le Ministre* : le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions.
- 39° *Master (MA)* : grade académique de niveau 7<sup>56</sup> sanctionnant des études de deuxième cycle de 60 crédits au moins et, si elles poursuivent une finalité particulière, de 120 crédits au moins. (Décret du 7 novembre 2013)
- 40° *Master de spécialisation* : études menant à grade académique de master particulier (de niveau 7<sup>6</sup>), délivré par une université ou en codiplômation avec une université, sanctionnant des études spécifiques de deuxième cycle de 60 crédits au moins, complétant une formation préalable de master. (Décret du 7 novembre 2013)

<sup>5</sup> Les niveaux des grades sont fixés dans le respect du Cadre Européen de Certification (CEC) (cf. point 10°)

<sup>6</sup> En vertu du CEC, le niveau 7 correspond à :

- Des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale et/ou de la recherche ;
- Une conscience critique des savoirs dans un domaine et à l'interface de plusieurs domaines.

(Extrait de la brochure éditée par l'UE et intitulée « Le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CEC) », disponible au téléchargement ici : <http://bookshop.europa.eu/fr/le-cadre-europ-en-des-certifications-pbNC3008266/>)

- 41° *Mention* : appréciation par un jury de la qualité des travaux d'un étudiant lorsqu'il lui confère un grade académique. (Décret du 7 novembre 2013)
- 42° *Option* : ensemble cohérent d'unités d'enseignement du programme d'un cycle d'études représentant 15 à 30 crédits. (Décret du 7 novembre 2013)
- 43° *Orientation* : ensemble d'unités d'enseignement d'un programme d'un cycle d'études correspondant à un référentiel de compétence et un profil d'enseignement spécifiques et sanctionnés par un grade académique distinct. (Décret du 7 novembre 2013)
- 44° *Passerelle* : processus académique admettant un étudiant en poursuite d'études dans un autre cursus. (Décret du 7 novembre 2013)
- 45° *Pondération* : le nombre de points accordés aux unités d'enseignement, tel que figurant à l'annexe 4 du présent Règlement. (Décret du 7 novembre 2013)
- 46° *Pôle académique* : association d'établissements d'enseignement supérieur fondée sur la proximité géographique de leurs implantations d'enseignement et de recherche, chargée principalement de susciter et fédérer leurs collaborations et activités communes ou transversales. (Décret du 7 novembre 2013)
- 47° *Prérequis d'une unité d'enseignement* : ensemble d'autres unités d'enseignement d'un programme d'études dont les acquis d'apprentissage doivent être certifiés et les crédits correspondants octroyés par le jury avant inscription à cette unité d'enseignement, sauf dérogation accordée par le jury. (Décret du 7 novembre 2013)
- 48° *Profil d'enseignement* : ensemble structuré des unités d'enseignement, décrites en acquis d'apprentissage, conformes au référentiel de compétences du ou des cycles d'études dont elles font partie, spécifique à un établissement d'enseignement supérieur organisant tout ou partie d'un programme d'études et délivrant les diplômes et certificats associés. (Décret du 7 novembre 2013)
- 49° *Programme annuel de l'étudiant* : ensemble cohérent, approuvé par le jury, d'unités d'enseignement d'un programme d'études auxquelles un étudiant s'inscrit régulièrement pour une année académique durant laquelle il participe aux activités, en présente les épreuves et sera délibéré par le jury. (Décret du 7 novembre 2013)
- 50° *Programme d'études* : ensemble des activités d'apprentissage, regroupées en unités d'enseignement, certaines obligatoires, d'autres au choix individuel de chaque inscrit, conforme au référentiel de compétences d'un cycle d'études ; le programme précise les crédits associés et l'organisation temporelle et en prérequis ou corequis des diverses unités d'enseignement. (Décret du 7 novembre 2013)
- 51° *Quadrimestre* : division organisationnelle des activités d'apprentissage d'une année académique couvrant approximativement quatre mois ; l'année académique est divisée en trois quadrimestres. (Décret du 7 novembre 2013)
- 52° *Référentiel de compétences* : ensemble structuré de compétences spécifiques à un grade académique, un titre ou une certification. (Décret du 7 novembre 2013)
- 53° *Secteur* : ensemble regroupant plusieurs domaines d'études. (Décret du 7 novembre 2013)
- 54° *Section* : cursus conduisant à un grade académique. (Décret du 5 août 1995<sup>7</sup>)
- 55° *Session d'examens* : période de l'année académique pendant laquelle ont lieu les épreuves (examens et délibérations).
- 56° *Sous-section* : subdivision d'une section dans la catégorie pédagogique. (Décret du 5 août 1995<sup>8</sup>)
- 57° *Stages* : activités d'intégration professionnelle particulières réalisées en collaboration avec les milieux socioprofessionnels en relation avec le domaine des études, reconnues et évaluées par le jury concerné. (Décret du 7 novembre 2013)
- 58° *Type* : caractéristique d'études supérieures liée à sa finalité professionnelle, ses méthodes pédagogiques et le nombre de cycles de formation initiale ; l'enseignement supérieur de type court comprend un seul cycle, celui de type long comprend deux cycles de base. (Décret du 7 novembre 2013)
- 59° *Unité d'enseignement* : activité d'apprentissage ou ensemble d'activités d'apprentissage qui sont regroupées parce qu'elles poursuivent des objectifs communs et constituent un ensemble pédagogique au niveau des acquis d'apprentissage attendus. (Décret du 7 novembre 2013)
- 60° *Valorisation des acquis* : processus d'évaluation et de reconnaissance des acquis d'apprentissage issus de l'expérience ou de la formation et des compétences d'un candidat dans le contexte d'une admission aux études. (Décret du 7 novembre 2013)

<sup>7</sup> Décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

<sup>8</sup> Id.

## TITRE II : ORGANISATION GENERALE DES ETUDES

### Chapitre 1 : Organisation académique

#### Article 2

Les autorités des Hautes Ecoles arrêtent l'organisation de l'année académique, tout en se conformant au régime des vacances et des congés.

#### Article 3

L'organisation de l'année académique ne peut subir des modifications qu'en cas de force majeure. Le cas échéant, celles-ci sont décidées par les autorités des Hautes Ecoles. Les membres du personnel ainsi que les étudiants en seront informés dans les plus brefs délais.

#### Article 4

Les étudiants sont priés de consulter assidument les valves (papier, électroniques, intranet, Claroline, etc.) destinées à leur attention.

#### Article 5 : Horaire et congés

§1 La rentrée académique a lieu officiellement le 14 septembre 2016, date à laquelle débute le premier quadrimestre.

Les activités d'enseignement, à l'exception des stages, TFE et séminaires, peuvent être organisées, du lundi au samedi, de 7h30 à 21h.

§2 A l'exception des activités d'intégration professionnelle, et sauf cas particuliers appréciés par les Directions, les activités d'enseignement et les évaluations sont suspendues :

- les dimanches ;
- les jours fériés suivants : le lundi de Pâques, le jour de l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 1<sup>er</sup> mai, le 21 juillet, les 1<sup>er</sup> et 11 novembre ;
- le 27 septembre et le 2 novembre ;
- pendant les vacances d'hiver qui s'étendent sur deux semaines, englobant la Noël et le Nouvel An ;
- pendant les vacances de printemps, qui s'étendent sur deux semaines, fixées par le Gouvernement, suivant la date à laquelle tombe la fête de Pâques ;
- pendant les vacances d'été telles que prévues dans le calendrier académique figurant en annexe 5 englobant le 21 juillet et le 15 août ;
- pendant cinq jours fixés par le Pouvoir organisateur (voir le calendrier académique en annexe 5 du présent règlement).

#### Article 6 : Localisation de la formation

Le Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur est organisé en enseignement de plein exercice et, selon le principe de l'alternance, sur les sites suivants :

Année académique	Lieu de formation	
	<i>Institut CARDIJJN- Louvain-la-Neuve</i>	<i>Département social de Namur</i>
2016-2017	Programme du Bloc 1	Programme du Bloc 2
2017-2018	Programme du Bloc 2	Programme du Bloc 1
2018-2019	Programme du Bloc 1	Programme du Bloc 2

## Chapitre 2 : Procédure d'inscription

### Article 7 : Date limite d'inscription

La date limite d'**inscription effective** est fixée au 31 octobre suivant le début de l'année académique, à l'exception :

- des étudiants qui sollicitent une admission par le processus de Valorisation des Acquis d'Expérience (VAE) pour lesquels la date limite d'inscription effective est fixée au 30 septembre, en raison de la procédure préalable dont ces étudiants font obligatoirement l'objet ;
- des étudiants qui bénéficient d'une période d'évaluation prolongée (« session ouverte ») pour raisons de force majeure et dûment motivées et pour lesquels la date limite d'inscription est portée au 30 novembre.

En outre, par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de la Haute Ecole, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient.

Les étudiants issus de pays hors Union européenne et ne résidant pas sur le territoire belge ne peuvent s'inscrire que jusqu'au 30 avril précédant le début de l'année académique.

Les étudiants issus de pays hors Union européenne et résidant sur le territoire belge ne peuvent s'inscrire que jusqu'au 30 septembre suivant le début de l'année académique.

### Article 8 : Demande d'inscription provisoire

- L'étudiant du MIAS sera inscrit régulièrement dans les établissements partenaires au prorata du nombre de crédits suivis sur l'année d'études considérée et organisés par chacun d'eux. Toutefois, chaque étudiant est invité à introduire une demande d'inscription unique auprès de l'établissement au sein duquel il effectue le début de son cycle d'études et, par la suite, auprès de l'établissement au sein duquel sont principalement organisées les unités d'enseignement constituant son programme annuel.
- L'étudiant qui souhaite s'inscrire complète, dans un premier temps, un formulaire de pré-inscription qui a valeur de **demande d'inscription provisoire**. Ce formulaire est disponible lors des différentes séances d'information.
- Toute demande d'inscription ne sera enregistrée par les Hautes Ecoles que si elle est déposée par le futur étudiant, **en personne**, au secrétariat des étudiants du MIAS.
- Lors de sa demande provisoire d'inscription, l'étudiant reçoit un volet informatif dans lequel figurent, dans l'état des dispositions légales connues et des dispositions internes qui en découlent :
  - les modalités d'inscription,
  - les éléments constitutifs de son dossier individuel en vue d'une inscription effective,
  - les informations utiles liées aux hautes écoles et aux études visées.
- L'étudiant est invité à constituer son dossier individuel dès sa demande d'inscription provisoire ; les documents parviendront au secrétariat des étudiants du MIAS par **remise en mains propres ou, le cas échéant, par envoi recommandé avec accusé de réception**.
- Lors de la demande d'inscription, l'étudiant est tenu de déclarer toutes ses inscriptions préalables à des études supérieures et tous les résultats de ses épreuves au cours des cinq années académiques précédentes. Toute omission est considérée comme fraude à l'inscription.

### Article 9 : Demande d'inscription

L'inscription ne sera effective qu'aux conditions suivantes : à l'inscription et au plus tard au 31 octobre :

- avoir déposé le formulaire de demande d'inscription dûment complété et signé
- s'être présenté à une rencontre fixée avec le référent pédagogique
- avoir transmis l'ensemble des documents administratifs requis pour le dossier d'inscription
- avoir payé au minimum 10% des droits d'inscription (conformément à l'annexe 2 du présent règlement)

### Article 10 : Demande d'inscription définitive

Le jour de la rentrée académique, l'étudiant est invité à confirmer sa demande d'inscription en signant le volet spécifique qui sera annexé à son formulaire de demande d'inscription provisoire, et qui prendra alors la forme de **demande d'inscription définitive**. Il reçoit alors toutes les informations utiles relatives aux Hautes Ecoles et aux études visées, via le site internet du MIAS notamment

Conformément aux articles 28 § 1<sup>er</sup> et 29 § 3 du décret du 5 août 95, tout étudiant a accès dès son inscription aux documents suivants :

- le règlement des études des deux Hautes Ecoles ([www.henallux.be](http://www.henallux.be) – [www.helha.be](http://www.helha.be)) ;
- les projets pédagogiques, sociaux et culturels des deux Hautes Ecoles ;
- le règlement général des examens des deux Hautes Ecoles ;
- le programme d'études auquel il prend part (cfr annexe 1) ([www.mias-lln-namur.be](http://www.mias-lln-namur.be))
- les dispositions spécifiques pour le Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur du règlement des études et du règlement général des examens.

### Article 11 : Inscription définitive

Pour qu'une **inscription** puisse être **prise en considération**, l'étudiant – sous réserve des dispositions applicables pour les étudiants ayant sollicité une bourse d'études (annexe 2) – est tenu :

1. d'avoir fourni la fiche d'inscription conforme au modèle officiel de la Communauté française
2. d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis (dossier individuel) ;  
Le cas échéant, dans l'attente des documents requis, constitutifs de son dossier individuel, l'étudiant peut être inscrit provisoirement jusqu'au plus tard le 30 novembre (sauf si le retard dans la délivrance des documents ou attestations manquants n'est pas de la responsabilité de l'étudiant).
3. d'être en ordre par rapport au prescrit de l'article 13 du présent Règlement.

La carte d'étudiant et les codes informatiques en vue de l'accès au portail de la Haute École sont remis à chacun selon les modalités déterminées par le secrétariat du MIAS.

Une inscription est valable pour une année académique. Par année académique, il n'est tenu compte que d'une seule inscription régulière par étudiant auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice en Communauté française. Il appartient donc à l'étudiant d'indiquer, **dès sa demande d'inscription**, s'il renonce à sa qualité d'étudiant potentiellement finançable, parce qu'il aurait entrepris une démarche similaire auprès d'un autre établissement d'enseignement supérieur de plein exercice de la Communauté française.

Les étudiants n'ayant pas reçu de décision de la Haute École à leur demande d'admission ou d'inscription à la date du 15 novembre peuvent introduire un recours auprès du Commissaire du Gouvernement conformément à la procédure fixée à l'article 95 du Décret. Dans l'attente de l'issue de ce recours, l'introduction de ce recours vaut inscription provisoire.

## Chapitre 3 : Etudiant régulier

### Article 12 : Définition

§1 Conformément aux articles 100 et 102 du Décret, l'étudiant est considéré comme « étudiant régulier » :

- 1) si son programme est conforme au programme d'études tel qu'il figure à l'annexe 1 du présent règlement ou, en cas d'admission personnalisée, si son programme constitue un ensemble cohérent d'unités d'enseignement d'un programme d'études et est validé par la Commission d'admission/validation des programmes. Avec l'accord de la Commission d'admission/validation du MIAS, un étudiant peut choisir des unités d'enseignements de plusieurs blocs sous réserve des unités d'enseignement prérequis et corequis.
- 2) s'il a fourni tous les documents requis justifiant son admissibilité (cf. annexe 3) ;
- 3) s'il s'est acquitté de tous ses frais d'études dans les délais requis (cf. annexe 2), notamment pour les étudiants ayant sollicité une bourse d'études ;
- 4) et si, le cas échéant, il a apuré, le jour de son inscription, toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française. Les dettes visées sont celles relatives au minerval, aux frais afférents ainsi que celles envers les Conseils sociaux des Hautes Ecoles.

Conformément au décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, l'étudiant qui s'inscrit pour la première fois dans l'enseignement supérieur organisé en haute école doit, en outre, se soumettre à un **bilan de santé** individuel organisé par le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole

§2 La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études lui incombe. Elle peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence dûment justifiée de tel document, par une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant.

En cas de fraude dans ces documents, l'étudiant perd immédiatement la qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit attachés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement sont définitivement acquis à celui-ci. Il ne peut être admis dans aucun établissement d'enseignement supérieur, à quelque titre que ce soit, durant les cinq années académiques suivantes.

## Chapitre 4 : Frais d'études

### Article 13 : Conditions générales

Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant – sous réserve des dispositions applicables pour les étudiants ayant sollicité une bourse d'études (annexe 2) - est tenu notamment :

1. d'avoir payé, au plus tard le jour de son inscription et à tout le moins pour le 31 octobre 2016, 10 % du montant des droits d'inscription ;
2. de payer le solde intégral dès que possible de manière à ce que le versement apparaisse à la date valeur, **au plus tard**, du mercredi 4 janvier 2017 (ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure à cette date, par dérogation du Gouvernement) ;  
Concrètement, cette opération bancaire du versement du solde intégral devra tenir compte des jours fériés, week-ends, fermetures et délais bancaires pour respecter impérativement le délai maximal autorisé.
3. d'avoir apuré, au plus tard le jour de son inscription, toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française. Les dettes visées sont celles relatives au minerval, aux frais afférents ainsi que celles envers le Conseil social de la Haute Ecole.

### Article 14 : Cas particuliers

§ 1 Toutefois, les étudiants bénéficiaires d'une allocation d'études ou reconnus de conditions modestes bénéficient de modalités de frais spécifiques (voir annexe 2).

§ 2 Des dispositions particulières (voir annexe 2) sont également prévues pour les étudiants :

- en situation d'allègement de leur programme annuel en vertu de l'article 151 du Décret ;
- en fin de cycle et devant encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus ou leur UE Théories et pratiques de la recherche et/ou l'UE Mémoire

§ 3 Les Hautes Ecoles reçoivent de la Communauté française des subsides sociaux. Une aide financière peut être accordée suivant les modalités définies par le Conseil social, aux étudiants qui se trouvent dans les conditions requises. Tout renseignement à ce propos peut être obtenu auprès du service social de la Haute Ecole au sein de laquelle l'étudiant a effectué son inscription.

### Article 15 : Détail des frais d'études

Le détail de ces frais et les modalités particulières figurent en annexe 2 du présent règlement.

## Chapitre 5 : Programme des études

### Article 16

§1 Le programme propose une découpe chronologique de tout cycle d'études en blocs annuels de 60 crédits et indique les interdépendances entre unités d'enseignement, notamment en fonction de leurs prérequis et corequis.

§2 Le programme annuel de l'étudiant comporte au moins une charge annuelle de 60 crédits, sauf en fin de cycle (cf. articles 29 §1 et 2 du présent Règlement), en cas d'allègement (cf. articles 30 du présent Règlement), ou par application de l'article 50, al3 du présent Règlement.

§3 Un programme d'études peut comprendre des enseignements au choix de l'étudiant.

§4 Un étudiant régulièrement inscrit dans un établissement peut suivre un ou plusieurs enseignements appartenant à un programme d'études menant au même grade académique ou à un grade académique différent organisé par un autre établissement d'enseignement supérieur reconnu par ses autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur, avec l'accord de cet établissement. Les crédits associés sont valorisés dans ses études aux conditions fixées par le jury de l'établissement auprès duquel il a pris son inscription.

§5 Un programme d'études peut imposer un nombre minimum de crédits suivis dans un autre établissement d'enseignement supérieur que celui où il est inscrit.

§6 La liste des unités d'enseignement du programme du Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur est fournie à l'annexe 1 du présent règlement.

Chaque unité d'enseignement au sein d'un programme d'études comprend une ou plusieurs activités d'apprentissage. Une unité se caractérise par les éléments suivants :

- 1° son identification, son intitulé particulier, sa discipline ;
- 2° le nombre de crédits associés ;
- 3° sa contribution au profil d'enseignement du programme, ainsi que les acquis d'apprentissage spécifiques sanctionnés par l'évaluation ;
- 4° la description des objectifs, du contenu et des sources, références et supports éventuels, avec l'indication de ceux qui sont indispensables pour acquérir les compétences requises ;
- 5° le cycle et niveau du cadre francophone des certifications auxquels il se rattache et, si c'est pertinent, la position chronologique dans le programme du cycle ;
- 6° son caractère obligatoire ou au choix individuel de l'étudiant au sein du programme ou des options ;
- 7° la liste des unités d'enseignement prérequis ou corequis au sein du programme et si d'autres connaissances et compétences particulières préalables sont requises ;
- 8° les coordonnées du service du ou des enseignants responsables de son organisation et de son évaluation ;
- 9° son organisation, notamment le volume horaire, l'implantation et la période de l'année académique
- 10° la description des diverses activités d'apprentissage qui la composent, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage mises en œuvre ;
- 11° le mode d'évaluation et, s'il échet, la pondération relative des diverses activités d'apprentissage ;
- 12° la ou les langues d'enseignement et d'évaluation.

Au sein d'un programme d'études, l'évaluation d'une unité d'enseignement peut faire l'objet d'une pondération à des fins de délibération par le jury lors du calcul de la moyenne en vue d'établir la mention de fin de cycle. Cette pondération est également indiquée.

Le programme détaillé est disponible sur le site [www.mias-lln-namur.be](http://www.mias-lln-namur.be).

§7 L'étudiant régulièrement inscrit peut consulter sur le site intranet de la Haute Ecole, l'ensemble des supports de cours (écrits) obligatoires dont la liste est arrêtée par les Conseils pédagogiques des Hautes Ecoles, et ce, sans préjudice du respect des dispositions relatives aux droits d'auteur. Il s'engage à en faire un usage strictement personnel.

Cette mise à disposition des supports de cours visés ci-dessus est effective au plus tard un mois après le début des activités d'apprentissage visées.

Ces supports de cours peuvent être modifiés suivant l'évolution du contenu précis et de la forme des activités d'apprentissage. Ils seront alors mis en ligne au plus tard six semaines avant l'épreuve d'évaluation correspondante.

### **Article 17 : Rythme des études**

§1 L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle.

À titre exceptionnel et pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas, une épreuve partielle est organisée en fin de premier quadrimestre.

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre ; le deuxième débute le premier février ; le troisième débute le premier juillet. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage.

À l'issue de chacun de ces quadrimestres est organisée une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits. Celle-ci porte sur l'ensemble des activités d'apprentissage organisées durant le quadrimestre.

Un troisième quadrimestre comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou de travaux personnels.

§2 Par exception au paragraphe précédent, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur peuvent, pour des raisons de force majeure et dûment motivées, prolonger une période d'évaluation d'un étudiant au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période de deux mois et demi au-delà de la fin du quadrimestre.

### **Article 18 : Cours dans une langue étrangère**

La langue d'enseignement et d'évaluation des activités d'apprentissage est le français.

Toutefois, des activités peuvent être dispensées et évaluées dans une autre langue, à raison de la moitié des crédits pour les études menant au grade académique de master.

De manière générale, toute activité d'apprentissage d'un cursus peut être organisée et évaluée dans une autre langue si elle est organisée également en français ; cette obligation est satisfaite pour les options ou pour les activités au choix individuel de l'étudiant, s'il existe au moins un autre choix possible d'options ou d'activités organisées en français.

## **Chapitre 6 : Demande d'inscription irrecevable**

### **Article 19**

Une demande d'inscription sera déclarée irrecevable si l'étudiant produit un dossier incomplet par rapport aux exigences de l'annexe 3.

La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études lui incombe, comme spécifié à l'article 12 §2.

## Article 20

L'irrecevabilité de la demande d'inscription sera notifiée à l'étudiant dans les 15 jours ouvrables de la réception des documents constitutifs de son dossier individuel. Cette notification est effectuée par écrit, sous la forme d'un document, délivré :

- soit en mains propres contre accusé de réception,
- soit par courrier recommandé avec accusé de réception,
- soit par courrier électronique à l'adresse renseignée par l'étudiant dans son dossier de demande d'admission.

Ce document comporte la motivation de la décision, ainsi que la procédure de recours.

Ce délai de notification est suspendu durant les périodes de fermeture de la Haute école dans laquelle il procède à son inscription, conformément au calendrier de l'année académique en cours.

Le délai de recours prend cours le premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision précitée

## Article 21

Le Commissaire du Gouvernement est habilité à recevoir les recours contre ces décisions d'irrecevabilité selon les modalités prévues au titre VII du présent règlement.

## Chapitre 7 : Refus d'inscription

### Article 22 : Motifs de refus d'inscription

Par décision motivée, les Directions peuvent refuser l'inscription d'un étudiant :

1. lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement ;
2. lorsque cet étudiant n'est pas finançable ;
3. lorsque cet étudiant a fait l'objet dans les 5 années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave.

Par décision motivée, les Directions refusent l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant a fait l'objet, dans les cinq années précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations.

### Article 23 : Etudiants non finançables

§1. Ne sont pris en compte pour le calcul du financement de la Haute École que les étudiants régulièrement inscrits, tels que définis à l'article 12 du présent Règlement.

§2 Un étudiant perd sa qualité d'étudiant finançable pour une année académique si, au cours des cinq années académiques précédentes, il a déjà acquis plus de deux grades académiques de même niveau pour lesquels il avait été pris en compte pour le financement durant une année académique au moins.

§3. Un étudiant est finançable s'il remplit, outre les conditions prévues à l'article 3 du décret du 11 avril 2014<sup>9</sup>, au moins une des conditions académiques suivantes :

- il s'inscrit à un cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit deux fois à des études de même cycle au cours des cinq années académiques précédentes ;
- il s'inscrit à un premier cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit deux fois aux études menant au même grade académique ni avoir été déjà inscrit trois fois à un premier cycle d'études au cours des cinq années académiques précédentes ;
- il se réinscrit à un cycle d'études après y avoir acquis
  - 75% des crédits de son programme annuel lors de l'inscription précédente ;
  - **ou**, globalement au cours des trois années académiques précédentes,
    - au moins la moitié des crédits du total de la charge de ses programmes annuels, compte non tenu de l'année académique de sa première inscription au cycle, si elle lui est défavorable ;
    - et au moins 45 crédits ; cette dernière condition ne s'applique pas aux étudiants inscrits en vertu de l'article 151 du décret du 7 novembre 2013.

<sup>9</sup> Décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études  
Règlement des études et règlement général des examens : dispositions spécifiques au Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur – 2016-2017

- Il se réoriente, pour autant qu'il n'ait pas utilisé cette faculté au cours des cinq dernières années académiques précédentes. Un étudiant se réoriente lorsqu'il s'inscrit à des études menant à un grade académique sans y avoir été déjà inscrit.

Ne sont pas prises en compte les inscriptions au cours des années académiques précédentes qui ont conduit à l'obtention d'un grade académique. L'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur base des conditions visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 précité est réputé avoir été régulièrement inscrit pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Il s'agit d'activités ou de concours ou d'épreuves d'accès tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dument justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

Aucun crédit n'est acquis par l'étudiant qui a échoué à un concours, ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures en dehors de la Communauté française à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve. L'abandon ou la non présentation à ce concours ou à cette épreuve est considérée comme un échec. Dans tous les cas, l'étudiant est considéré comme ayant acquis 0 crédit.

#### **Article 24 : Procédure spécifique prévue pour les étudiants non finançables**

§1. S'il souhaite s'inscrire au Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur, l'étudiant qui se trouve dans les cas visés aux §2 et 3 du précédent article peut toutefois introduire un dossier de demande d'inscription qui comprendra en outre les pièces suivantes :

1. une lettre précisant un bref descriptif du parcours scolaire complet de l'étudiant;
2. un exposé structuré des motifs à la base des années échouées dans son cursus d'enseignement supérieur ;
3. les copies des relevés de notes pour l'ensemble du cursus en enseignement supérieur. Ces copies seront dûment authentifiées par l'autorité compétente de l'institution qui a produit le relevé de ces notes.

§2 Pour des motifs d'ordre pédagogique, ce dossier doit être envoyé ou déposé contre récépissé à la Direction de la Haute Ecole au sein de laquelle il demande son inscription en Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur, dans les trois jours ouvrables de sa demande d'inscription conforme et au plus tard cinq jours ouvrables avant le 1<sup>er</sup> novembre.

Les Directions statuent conjointement sur la demande d'inscription.

§3. La décision de refus d'inscription sera notifiée à l'étudiant par lettre recommandée ou contre reçu au plus tard 15 jours après réception de sa demande d'inscription définitive.

#### **Article 25 : Recours interne et externe contre les refus d'inscription**

L'étudiant qui conteste un refus d'inscription peut introduire un recours selon les modalités prévues au titre VI du présent règlement.

## Chapitre 8 : Inscription : non prise en compte ou annulation

### Article 26

§1. Une inscription n'est pas prise en compte par les Directions si l'étudiant ne respecte pas les conditions visées à l'article 12 du présent Règlement.

En particulier, sauf en cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription de telle sorte qu'il soit, au plus tard le 4 janvier, sur le compte de la Haute École, l'étudiant n'a plus accès<sup>10</sup> aux activités d'apprentissage à partir de cette date, ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Le cas de force majeure est à entendre comme un événement jugé à la fois « extérieur », « imprévisible » et « irrésistible ». L'étudiant devra donc démontrer, justificatifs à l'appui, qu'il s'est trouvé dans cette situation et en outre démontrer la persistance de cette force majeure jusqu'au délai imparti.

§2. Le Commissaire du Gouvernement auprès de la Haute École est habilité à recevoir les recours contre les non prises en compte d'inscription (cf. titre VII).

§3 Une inscription est annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le 1er décembre ; seuls 10 % du montant des droits d'inscription restent dus.

## Chapitre 9 : Accès au Master en Ingénierie et Action Sociales

### Article 27 : Conditions d'admission

§ 1 Donnent accès au Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur :

Les diplômes de l'enseignement supérieur de type court (ou les diplômes équivalents) suivants:

- Bachelier Assistant social
- Bachelier Assistant en Psychologie
- Bachelier en Communication
- Bachelier Conseiller social
- Bachelier en Coopération internationale
- Bachelier en Ecologie sociale
- Bachelier Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
- Bachelier Educateur spécialisé en activités socio-sportives
- Bachelier en Gestion des ressources humaines
- Bachelier en Soins infirmiers – spécialisation en Santé communautaire

Les diplômes suivants de l'Université :

- Bachelier en Sciences humaines et sociales
- Bachelier en Sociologie et Anthropologie

Pour les bacheliers de l'enseignement supérieur de type court, le jury d'admission déterminent les crédits supplémentaires qui s'ajoutent au programme du Master. Pour l'année académique 2016-2017, il s'agit de :

- **Bachelier Assistant social : 4 crédits :**
  - Introduction au management (3 CR)
- **Bachelier Assistant en psychologie : 6 crédits :**
  - Introduction au management (3 CR)
  - Institutions et politiques sociales (3 CR)
- **Bachelier en communication : 5 crédits :**
  - Introduction au management (3 CR)
  - Méthodologie de l'action sociale (2 CR)
- **Bachelier Conseiller social : 5 crédits :**
  - Institutions et politiques sociales (3 CR)
  - Méthodologie de l'action sociale (2 CR)

<sup>10</sup> À l'exception des étudiants dont l'inscription est, par dérogation ministérielle, postérieure ; dans ce cas, ils sont alors invités à régler le montant des frais d'études aussitôt l'accord ministériel et dans tous les cas, préalablement aux épreuves.

- **Bachelier en Coopération internationale : 5 crédits :**
  - Introduction au management (3 CR)
  - Méthodologie fondamentale de la recherche (2 CR)
- **Bachelier en Ecologie sociale : 6 crédits :**
  - Introduction au management (3 CR)
  - Institutions et politiques sociales (3 CR)
- **Bachelier Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif et en activités socio-sportives : 5 crédits :**
  - Méthodologie fondamentale de la recherche (2 CR)
  - Introduction au management (3 CR)
- **Bachelier Gestion des ressources humaines : 5 crédits :**
  - Institutions et politiques sociales (3 CR)
  - Méthodologie de l'action sociale (2 CR)
- **Bachelier en Soins infirmiers – spécialisation en Santé communautaire : 6 crédits :**
  - Introduction au management (3 CR)
  - Institutions et politiques sociales (3 CR)

§2 Sont également admissibles au Master en Ingénierie et action Sociales les étudiants pour lesquels le jury d'admission valorise les savoirs et compétences acquis par l'expérience professionnelle ou personnelle aux conditions et selon les modalités fixées par l'article 52 du présent règlement.

## **Article 28 : Changement de Haute Ecole**

§1 L'étudiant qui, après réussite de son année académique, sans changer de section (et de sous-section), s'inscrit dans le Master en Ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur peut se voir attribuer un programme personnalisé qui constitue l'ensemble du programme d'études en vue de combler les différences.

Pour ce faire, l'étudiant constituera un dossier individuel remis dans les 10 jours qui suivent la demande d'inscription et au plus tard 5 jours ouvrables avant le 1er novembre, contre récépissé obtenu au secrétariat de l'implantation concernée.

Ce dossier comprendra au moins les pièces suivantes :

1. l'(les) attestation(s) de réussite accompagnée(s) du relevé des notes dûment établi par l'autorité académique;
2. le programme officiel, la grille et le contenu des cours de chaque année d'études suivie.

§ 2 Sur la base de ce dossier, la commission d'admission/validation des programmes du MIAS fixe le contenu du programme personnalisé qui constituera le programme de l'étudiant pour l'année d'études suivie.

## **Article 29 : Accès au 2e cycle des étudiants en fin de 1er cycle et devant encore acquérir ou valoriser moins de 60 crédits**

### **§ 1 Situation de l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits du programme d'études de premier cycle**

En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits d'un programme d'études de premier cycle peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du MIAS pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées et moyennant l'accord du jury de ce cycle d'études. Il reste inscrit dans le 1<sup>er</sup> cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du 2<sup>ème</sup> cycle, il est réputé être inscrit dans le MIAS.

L'étudiant paie les droits d'inscription du premier cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du MIAS.

Le jury du 1<sup>er</sup> cycle indique au jury du MIAS le nombre maximum de crédits que l'étudiant peut suivre dans ce cycle, considérant que son programme annuel ne peut être supérieur à 60 crédits. Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne.

S'il complète son programme d'unités d'enseignement du MIAS, cet étudiant ne peut valoriser plus de 60 crédits du deuxième cycle, tant qu'il n'a pas obtenu le grade académique de premier cycle.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle sont délibérées par le jury du 1<sup>er</sup> cycle et les unités d'enseignement du 2<sup>ème</sup> cycle sont délibérées par le jury du MIAS.

## **§ 2 Situation de l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus du programme d'études de premier cycle**

En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus du programme d'études de premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du MIAS pour lesquelles il remplit les conditions prérequis. Il est inscrit dans le MIAS. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle, il est réputé être inscrit dans le 1<sup>er</sup> cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du MIAS et est dispensé de payer les droits d'inscription du premier cycle.

Cet étudiant ne peut acquérir plus de 90 crédits du MIAS tant qu'il n'a pas obtenu le grade académique de premier cycle.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle sont délibérées par le jury du 1<sup>er</sup> cycle et les unités d'enseignement du 2<sup>e</sup> cycle sont délibérées par le jury du MIAS.

## **Chapitre 10 : Allègement du programme d'études**

### **Article 30 : Allègement à l'inscription**

§1 Par décision individuelle et motivée, les directions peuvent exceptionnellement accorder des dérogations sur l'organisation des études de certains étudiants, notamment l'inscription à un programme comportant éventuellement moins de 30 crédits pour une année académique. Cette dérogation fait l'objet d'une convention avec les autorités académiques établie **au moment de l'inscription**, révisable annuellement. Ces dérogations ne peuvent être accordées que pour des motifs professionnels, académiques, sociaux ou médicaux dûment attestés.

§2 Sont considérés comme bénéficiant de droit d'une telle dérogation les étudiants pour lesquels la participation aux activités d'apprentissage est rendue difficile en raison de leur handicap ou ceux dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

§3 Sans préjudice des dispositions de l'article 103 du décret, une telle inscription est considérée comme régulière, quel que soit le nombre de crédits sur lequel elle porte.

## **Chapitre 11 : Promotion de l'accueil d'étudiants présentant des besoins spécifiques (Décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif)**

### **Article 31 : Définition et public concerné**

§1 Au sens du présent Décret, l'enseignement inclusif consiste en la mise en œuvre de dispositifs visant à supprimer ou à réduire les barrières matérielles, pédagogiques, culturelles, sociales et psychologiques rencontrées lors de l'accès aux études, au cours des études et à l'insertion socioprofessionnelle par les étudiants bénéficiaires.

§2 Sont ainsi concernés :

- les étudiants qui présentent une déficience avérée, un trouble spécifique d'apprentissage ou une maladie invalidante dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à la pleine et effective participation à sa vie académique sur la base de l'égalité avec les autres et ayant fait une demande d'accompagnement auprès du service d'accueil et d'accompagnement de la Haute Ecole dans laquelle il a procédé à son inscription ;
- les étudiants qui disposent d'une décision leur accordant une intervention notifiée par un organisme public chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap et ayant fait une demande d'accompagnement auprès du service d'accueil et d'accompagnement de la Haute Ecole dans laquelle il a procédé à son inscription.

### **Article 32 : Dispositif spécifique**

§1 La Haute Ecole Louvain en Hainaut et la Haute Ecole de Namur-Liège-Luxembourg organisent un service d'accueil et d'accompagnement pour le Master en Ingénierie et action sociales

§2 L'étudiant qui souhaite la mise en place d'aménagements de son cursus en fait la demande exclusivement auprès du service de la Haute Ecole dans laquelle il a procédé à son inscription et selon les modalités définies par celle-ci.

§3 Pour chaque année académique, le formulaire de demande d'aménagements raisonnables, accompagné de tout document utile, est à introduire le plus tôt possible et au plus tard le 15 novembre pour le premier quadrimestre ou le 15 mars pour le second quadrimestre. Dans le cas d'un renouvellement, le délai d'introduction est déterminé au 31 octobre au plus tard.

§4 Le Service d'accueil et d'accompagnement examine la demande et analyse les besoins en vue de déterminer la recevabilité de celle-ci. La décision sera transmise à l'étudiant dans les 10 jours suivants la réception de la demande.

§5 Sur base de toute demande jugée recevable et au plus tard dans les trois mois qui suivent l'acceptation de la demande, un plan d'accompagnement individualisé est établi, décrivant :

- les modalités d'accompagnement et les aménagements pertinents et raisonnables ;
- la procédure qui permet de réguler ces aménagements.

§6 L'étudiant est tenu de respecter son Plan d'accompagnement Individualisé et les règles concernant les aménagements spécifiques (présence, délais, conditions fixées).

La demande est valable pour une année académique et peut être renouvelée en fonction des délais précités.

### **Article 33 : Accompagnateurs spécifiques**

§1 Durant une année académique, un étudiant d'enseignement supérieur peut être reconnu par le service d'accueil et d'accompagnement en qualité d'étudiant accompagnateur à condition, soit d'avoir suivi une formation spécifique à l'accompagnement d'un étudiant bénéficiaire, soit de pouvoir valoriser toute compétence utile en la matière.

§2 Toute association reconnue par les organes compétents de la Région wallonne et de la Commission communautaire française, à savoir l'Agence wallonne pour l'Intégration de la Personne handicapée (AWIPH) et «Personne handicapée Autonomie recherchée» (PHARE) dont l'objet social et les missions visent l'intégration des personnes handicapées et/ou à besoins spécifiques peut intervenir dans un plan d'accompagnement individualisé.

### **Article 34 : Modalités de recours**

La composition de la commission de recours interne, les modalités de recours suite à une décision défavorable des autorités académiques relative à la demande de mise en place d'aménagements, ainsi que les modalités de recours en cas de litige lié à la modification du Plan d'aménagements individualisé ou à la rupture anticipée de celui-ci s'appliquent en regard de la Haute école dans laquelle l'étudiant a introduit sa demande conformément au §2 de l'article 32.

## **TITRE III : REGLEMENT DU JURY**

### **Chapitre 1 : Compétences du jury**

#### **Article 35**

Les autorités des Hautes Ecoles constituent un jury pour le Master en ingénierie et action sociales.

Ce jury est l'instance académique chargée de :

1. de sanctionner l'acquisition des crédits et de proclamer la réussite du programme d'études,
2. de valider le programme des étudiants dans le respect du prescrit légal,
3. d'admettre les étudiants aux études correspondantes et, dans ce contexte, de valoriser les acquis des étudiants.

### **Chapitre 2 : Jury d'évaluation et d'acquisition des crédits et jury de proclamation de la réussite d'un programme**

#### **Section 1 : Composition**

##### **Article 36 :**

Chaque jury, comprenant au moins 5 membres, est composé d'un président, d'un secrétaire et de l'ensemble des enseignants qui, au sein du Master en Ingénierie et action sociales sont responsables d'une unité d'enseignement du programme d'études individuel de l'étudiant.

##### **Article 37 : Présidence et secrétariat du jury**

La présidence est assurée conjointement par les Directions.

Le secrétariat est assuré par un responsable pédagogique du MIAS.

Les noms des présidents et du secrétaire du jury figurent au programme d'études.

#### **Section 2 : Mode de fonctionnement**

##### **Article 38 : Déroulement des délibérations**

Le jury ne délibère valablement que si plus de la moitié des enseignants qui sont responsables d'une unité d'enseignement et qui ont participé aux épreuves de l'année académique, sont présents.

Il est interdit à un membre d'un jury d'assister à l'examen, de le faire subir ou de participer à la délibération, si l'étudiant est son conjoint/cohabitant ou l'un de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Les délibérations du jury ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels. Le jury statue souverainement et collégialement.

Il n'y a pas lieu de communiquer le résultat des votes.

Il appartient aux Présidents du jury d'apprécier l'utilité de procéder au vote par bulletins secrets lorsqu'un consensus manifeste ne se dégage pas au cours de la délibération.

##### **Article 39 : Publicité des délibérations**

Les décisions prises par le jury sont formellement motivées et communiquées aux étudiants avec mention des voies de recours.

## **Section 3 : Organisation des délibérations visant l'octroi de crédits par le jury**

### **Article 40 : Portée de la délibération**

Le jury délibère sur base des évaluations portant sur les acquis de chaque étudiant pour chacune des unités d'enseignement suivies durant l'année académique.

### **Article 41 : Notation des unités d'enseignement**

§1 L'évaluation finale d'une unité d'enseignement et d'une activité d'apprentissage s'exprime sous forme d'une note entière comprise entre 0 et 20.

§2 Si l'évaluation n'est pas intégrée, un coefficient de pondération est affecté à chaque activité d'apprentissage au sein d'une unité d'enseignement ; ces coefficients figurent à l'annexe 1 du présent règlement.

§3 Les règles d'évaluation de chaque unité d'enseignement figurent dans leur fiche descriptive.

§4 Pour les unités d'enseignement comportant deux ou plusieurs activités d'apprentissage qui ne sont pas l'objet d'une évaluation intégrée, la note de l'unité d'enseignement est obtenue en effectuant une moyenne pondérée des notes obtenues pour les évaluations des différentes activités d'apprentissage qui la composent.

Exceptions :

- Toute note d'échec (quelle que soit son ampleur)
  - o dans l'activité d'apprentissage « Immersion et recherche exploratoire en milieux professionnels » de l'UE « Recherche en ingénierie et action sociales »
  - o ou dans l'activité d'apprentissage « Ateliers de recherche » de l'UE « Théories et pratiques de la recherche »s'imposera comme note à l'ensemble de l'UE dont question.
- Pour toute autre UE comportant 2 ou plusieurs activités d'apprentissage, s'il est constaté un seul échec à 8/20 ou moins dans une activité d'apprentissage composant l'unité d'enseignement, la moyenne pondérée ne sera pas effectuée : la note à 8/20 ou moins sera portée au relevé de notes de la période d'évaluation pour l'ensemble de l'unité d'enseignement (quelle que soit la note obtenue pour l'autre/les autres activités d'apprentissage composant l'unité d'enseignement) ;
- Dès que 2 échecs sont constatés - quelle que soit l'ampleur des échecs -, la moyenne pondérée ne sera pas effectuée : la note la plus faible sera portée au relevé de notes de la période d'évaluation pour l'ensemble de l'unité d'enseignement (quelle que soit la note obtenue pour une ou d'autres activités d'apprentissage composant l'unité d'enseignement).
- En cas de mention CM (certificat médical), ML (motif légitime), PP (pas présenté), Z (zéro), PR (note de présence) ou FR (fraude) dans une des activités d'apprentissage composant l'unité d'enseignement, la mention dont question sera portée au relevé de notes de la période d'évaluation pour l'ensemble de l'unité d'enseignement (quelle que soit la note obtenue pour l'autre/les autres activités d'apprentissage composant l'unité d'enseignement).

§ 5 Le principe général et les exceptions en matière de notation des unités d'enseignement restent identiques quelle que soit la période d'évaluation.

Dans l'hypothèse où décision est prise par le jury de valider l'unité d'enseignement malgré la note d'échec, la moyenne pondérée des notes obtenues pour les évaluations des différentes activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement est alors actée conformément à l'article 140 du Décret Paysage.

### **Article 42 : Octroi des crédits**

§1 Les crédits associés à l'évaluation finale d'une unité d'enseignement sont acquis de manière définitive.

§2 Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint ce seuil de réussite, quelle que soit la moyenne globale obtenue.

§3 Les jurys octroient les crédits en fin de deuxième et troisième quadrimestres, sur base des épreuves présentées par l'étudiant au cours de l'année académique pour les unités d'enseignement dont l'évaluation est suffisante ou pour lesquelles le déficit est acceptable au vu des critères de délibération (cf. annexe 6). Dans ce cas, il octroie définitivement les crédits correspondants, quelle que soit la note obtenue à l'unité d'enseignement ; celle-ci est alors considérée comme ayant atteint le seuil de réussite.

#### **Article 43 : Notification des résultats**

Les décisions du jury en matière d'acquisition de crédits sont rendues publiques par proclamation, puis affichage pendant au moins quinze jours qui suivent la proclamation. L'étudiant aura la possibilité de prendre connaissance du détail de ses résultats le jour ouvrable de la proclamation par la remise d'un relevé de notes signé des directions qui constitue le seul document opposable juridiquement.

#### **Article 44 : Mémoire**

§1 Le sujet du mémoire est approuvé par la Commission de validation du mémoire. Il se rapporte aux matières théoriques ou pratiques et à la finalité du Master en ingénierie et action sociales.

La Commission de validation du mémoire est régie par le dossier de référence pour le mémoire. Celui-ci fait l'objet d'un règlement spécifique remis à l'étudiant inscrit au plus tard le 30 octobre.

§2 Pour défendre son mémoire, l'étudiant devra répondre à l'ensemble des conditions formelles spécifiées dans le dossier de référence pour le mémoire, en ce compris les dispositions réglementaires relatives au mémoire, partie intégrante du présent règlement.

§3 L'étudiant qui ne répond pas à l'une et/l'autre des conditions formelles requises sera considéré comme ne répondant pas aux conditions minimales requises pour l'accès au jury de la période d'évaluation concernée. Le dépôt du mémoire et sa défense orale seront, dans ce cas, automatiquement postposés à la période d'évaluation suivante.

L'étudiant qui se voit refusé par la commission de validation l'autorisation de dépôt ou l'autorisation d'impression de son mémoire parce que ne répondant pas aux conditions formelles requises, peut être entendu, à sa demande, par la direction du site sur lequel l'activité se déroule.

### **Section 4 : Conditions de réussite du programme et du cycle d'études**

#### **Article 45 : Principes généraux**

A l'issue du 2e ou 3e quadrimestre, l'étudiant qui obtient au moins 50 % des points attribués à une unité d'enseignement validera, de manière définitive, cette unité d'enseignement.

Dans le cas contraire, ce jury délibère et, **sur base de ses critères** (cfr annexe 6), peut décider de valider certaines unités d'enseignement lorsque le déficit est considéré comme acceptable.

Le jury motive sa décision.

#### **Article 46 : Délibération à l'issue du premier quadrimestre**

§1 Le jury peut délibérer sur le cycle d'études dès la fin du 1<sup>er</sup> quadrimestre pour les étudiants ayant présenté l'ensemble des épreuves du cycle.

Le jury du Master en Ingénierie et Action Sociales procèdera à la délibération de fin de cycle dès la fin du 1<sup>er</sup> quadrimestre pour l'étudiant dont le programme annuel est constitué

- exclusivement de l'UE « Mémoire »
- et/ou d'activités d'apprentissage dont l'évaluation est prévue au cours ou à la fin du 1<sup>er</sup> quadrimestre.

Dans tous les autres cas, si l'étudiant voit (ré)inscrite à son programme une UE dont l'évaluation a lieu à la fin du 2<sup>e</sup> quadrimestre, la présentation éventuelle de l'UE « Mémoire » ne pourra prendre place qu'en juin 2017 et la délibération ne pourra avoir lieu qu'en juin 2017.

§2 Pour l'étudiant qui a bénéficié d'une délibération du jury en janvier, dans l'hypothèse où une(des) unité(s) d'enseignement n'a(ont) pas été validée(s) par le jury à l'issue de cette délibération du 1<sup>er</sup> quadrimestre,

- pour l'étudiant qui n'aurait pas validé l'UE « Mémoire » uniquement :

l'étudiant bénéficiera d'une possibilité de nouvelle présentation au choix lors de la période d'évaluation de fin de 2<sup>e</sup> quadrimestre ou de fin de 3<sup>e</sup> quadrimestre. Il sera, selon le cas, à nouveau délibéré en juin 2017 ou en septembre 2017.

L'étudiant concerné devra en faire part auprès de la direction du site pour le 1<sup>er</sup> mai 2017 au plus tard.

- pour l'étudiant pour qui toute autre UE n'aurait pas été validée :

l'étudiant est automatiquement reporté à la période d'évaluation de fin de 3<sup>e</sup> quadrimestre pour une nouvelle présentation éventuelle de l'UE 19 « mémoire » et pour l'évaluation de toute autre UE non acquise.

Cet étudiant ne sera à nouveau délibéré qu'en septembre 2017.

### **Article 47 : Délivrance du grade et mention**

A l'issue d'un cycle d'études, le jury confère à l'étudiant le grade académique correspondant, lorsqu'il constate que le nombre de crédits minimum est acquis, que les conditions du programme d'études ont été respectées, que les conditions d'accès aux études étaient satisfaites et que l'étudiant y a été régulièrement inscrit.

Le jury détermine également la mention éventuelle sur base de l'ensemble des enseignements suivis au cours du cycle. Pour le calcul de la mention, sont pris en compte pour 50 %, les résultats obtenus pour l'ensemble des UE du bloc 1 et pour 50%, les résultats obtenus pour les UE du Bloc 2.

Une mention est l'appréciation par un jury de la qualité des travaux d'un étudiant lorsqu'il lui confère un grade académique.

Un étudiant dont le résultat global est plus grand ou égal à 50% et strictement inférieur à 60% se voit notifier qu'il a réussi le cycle sans autre mention.

Les mentions sont la satisfaction, la distinction, la grande distinction et la plus grande distinction ; elles s'obtiennent généralement si le résultat global de l'étudiant atteint respectivement 60, 70, 80, 90% du total des points obtenus pour la totalité des crédits composant le programme du cycle.

Le jury apprécie si la mention distinction, grande distinction ou la plus grande distinction peut être attribuée lorsqu'il a pris la décision de valider une ou plusieurs unités d'enseignement dont la note est inférieure à 50%.

## **Chapitre 3 : Jury d'admission et de validation des programmes**

### **Section 1 : Composition**

#### **Article 48**

Pour ses missions d'admission des étudiants selon la valorisation des crédits acquis ou de l'expérience personnelle et/ou professionnelle et de validation des programmes personnalisés des étudiants, le jury constitue en son sein une commission, la « Commission d'admission/validation », formée d'au moins trois membres, dont les présidents et le secrétaire du jury, auxquels s'adjoint un représentant des autorités académiques.

Cette commission a pour fonction d'instruire les dossiers en rencontrant les étudiants le cas échéant et de prendre les décisions d'admission et de validation des programmes.

## **Section 2 : Mode de fonctionnement**

### **Article 49 : Critères d'analyse des dossiers d'admission personnalisée et de validation des programmes**

Dans le cadre de ses missions d'analyse des dossiers d'admission personnalisée et de validation des programmes, la Commission d'admission/validation respectera la législation en vigueur (décret du 7 novembre 2013 notamment et sous réserve des modifications potentielles en cours d'année académique.

Le Commission d'admission/validation peut recevoir les propositions de programme annuel des étudiants à l'issue de la délibération des fins de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> quadrimestres.

La Commission d'admission/validation se réunit selon un calendrier communiqué par le secrétariat du MIAS.

## **Section 3 : Admission et validation des programmes**

### **Article 50 : Mise au point du programme annuel**

L'étudiant est invité à consulter son relevé de notes, le programme d'études et les règles du présent règlement pour choisir les crédits de son programme avec une priorité réservée aux crédits préalablement choisis et échoués.

Il est également invité à respecter les règles des pré-requis, à vérifier l'équilibre de travail entre les deux premiers quadrimestres ainsi que les potentiels conflits horaires.

Le programme annuel est proposé en concertation avec le référent pédagogique d'année.

Il est à noter que, in fine, le programme annuel est soumis à l'accord du jury, par le biais de la commission d'admission/validation.

Le jury veille au respect des prérequis et corequis et à ce que la charge annuelle de l'étudiant soit d'au moins 60 crédits, sauf en fin de cycle ou en cas d'allègement tel que prévu à l'article 30 du présent Règlement. Sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant et pour lui permettre la poursuite d'études avec une charge annuelle suffisante, un prérequis peut être transformé en corequis par le jury.

Par dérogation à l'alinéa précédent, par décisions individuelles et motivées le jury peut :

- 1° pour des raisons pédagogiques et/ou organisationnelles motivées, proposer à l'étudiant un programme annuel qui comporte plus de 60 crédits. Dans ce cas, en accord avec le jury l'étudiant peut cependant opter pour un programme qui comporte moins de 60 crédits. ;
- 2° valider un programme annuel inférieur à 60 crédits lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant l'UE « Théories et pratiques de la recherche » et/ou l'UE « Mémoire » alors qu'il n'a pas validé l'UE « Recherche en ingénierie et action sociales » (prérequis qui ne peut pas être transformé en corequis).

### **Article 51 : Admission sur base d'études ou parties d'études supérieures suivies avec fruit et notamment en vertu de l'article 117 du décret**

En vue de l'admission aux études, tant lors d'une première admission dans le cursus qu'en cours de cursus, les jurys sont habilités à valoriser les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit.

Lorsqu'il valorise des crédits acquis dans le cadre d'études préalables, le jury ne peut valoriser davantage de crédits que ceux octroyés par le jury de l'établissement où les enseignements correspondants ont été suivis, évalués et sanctionnés.

L'étudiant qui bénéficie de ces crédits est dispensé des parties correspondantes du programme du cycle.

L'étudiant constituera, dans le respect des dispositions du présent règlement, un dossier individuel grâce aux documents d'admission et le remettra au secrétaire du jury au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre, contre récépissé obtenu au secrétariat de l'implantation concernée.

Dans le cadre d'une demande de valorisation de crédits sur base d'un cursus d'études antérieur, le dossier d'admission sera complété par l'étudiant qui y précisera son parcours et comprendra au moins les pièces suivantes :

1. une attestation de réussite de l' (des) année(s) d'études ou parties d'études supérieures, dûment signée par l'autorité académique compétente;

2. le programme officiel, la grille et le contenu des cours de chaque année d'études accompagnés, le cas échéant, d'une traduction en langue française, établie par un traducteur-juré
3. un relevé des notes obtenues aux différents examens, dûment établi par l'autorité académique;
4. tout autre renseignement jugé indispensable.

Tout étudiant peut être convoqué par la Commission d'admission/validation en vue de discuter du programme envisagé, de finaliser son dossier s'il est incomplet ou d'organiser les détails d'une éventuelle épreuve à passer.

La Commission d'admission/validation fixera, au plus tard le 31 octobre, sur base du dossier introduit par l'étudiant, le programme de son année d'études. Sa décision sera communiquée à l'étudiant dans les meilleurs délais.

## **Article 52 : Admission sur base d'expérience professionnelle ou personnelle (article 119 du décret)**

§1 Le jury ou la Commission qu'il composera est habilité à valoriser les savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience professionnelle ou personnelle pour autant que cette expérience soit en rapport avec les études concernées et attestée par des documents probants.

§2 Les Hautes Ecoles organisent un accompagnement individualisé par un responsable pédagogique et administratif visant à informer l'étudiant sur la procédure à suivre et à faciliter ses démarches jusqu'au terme de la procédure d'évaluation.

§3 La demande d'admission sur base de la valorisation des acquis de l'expérience (V.A.E) ne sera valable que si elle est introduite au moyen du dossier de la valorisation des acquis de l'expérience (« dossier VAE ») auprès du secrétariat des étudiants de l'implantation. Elle n'est considérée comme recevable que si elle comporte tous les documents probants nécessaires à l'établissement du dossier administratif.

§4 L'étudiant adresse ce dossier VAE au secrétaire du jury au plus tard le 30 septembre de l'année académique concernée. Pour des raisons exceptionnelles dûment motivées par l'étudiant, le jury peut accepter un dépôt tardif de dossier, la date ultime de ce dépôt tardif étant le 15 octobre.

§5 Le jury peut demander à l'étudiant de compléter son dossier par tout élément jugé utile. L'étudiant se soumettra, le cas échéant, aux entretiens et évaluations requis par le jury.

§6 Au terme d'une procédure d'évaluation organisée avant le 31 octobre, le jury juge si les aptitudes et connaissances de l'étudiant sont suffisantes pour suivre ces études avec succès et détermine le programme de l'étudiant. Il communique sa décision à l'étudiant dans les meilleurs délais.

§7 L'expérience doit correspondre à minimum 5 années d'activités utiles constituées soit :

- par des années d'études supérieures réussies et une expérience professionnelle et/ou personnelle
  - soit uniquement par des années d'expérience professionnelle et/ou personnelle
- et valorisables, pour le candidat qui ne dispose pas d'un diplôme de l'enseignement supérieur, moyennant la réussite des épreuves.

Les années d'activités utiles peuvent être valorisées aux conditions suivantes :

➤ Années d'études supérieures réussies :

- Sont valorisables les années d'études réussies dans le cadre d'un Bachelier ou Master (Hautes Ecoles/Universités) à concurrence de maximum 2 années d'études réussies.
- Les études supérieures de promotion sociale sont valorisables si elles sont reconnues équivalentes à un bachelier professionnalisant.
- Si le candidat a réussi plusieurs fois une première année d'un cycle, il ne pourra la valoriser qu'une seule fois.
- Pour les candidats qui ne sont pas détenteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur de plein exercice (ou son équivalent), les années d'études supérieures réussies peuvent être valorisées à concurrence de 2 années maximum.

➤ **Années d'expérience professionnelle et/ou personnelle**

Sont exigées des années d'expérience professionnelle et/ou personnelle

- qui, cumulées aux éventuelles années d'études réussies comptabilisées (maximum 2), correspondent à un total de minimum 5 années
- et ce, dans une fonction professionnelle habituellement exercée soit :
  - par le titulaire d'un des bacheliers professionnalisants qui donnent un accès direct au MIAS
  - par le titulaire d'un diplôme de spécialisation de la catégorie sociale
  - par le titulaire d'un Master en ingénierie et action sociales

Pour la comptabilisation des années d'expériences professionnelle, une prestation d'un moins  $\frac{3}{4}$  d'Equivalent Temps Plein équivaut à un temps plein. En dessous d'un  $\frac{3}{4}$  E.T.P., le calcul se fait au prorata.

Pour calculer les années d'expérience personnelle, la référence retenue est : 1400h = 1 année (soit 35h \* 40 semaines). L'expérience personnelle à valoriser est limitée à maximum 1 année.

Il n'y a pas de limite à l'antériorité des expériences.

Pour le candidat qui ne dispose pas d'un diplôme de l'enseignement supérieur, ces années ne sont valorisables que moyennant la réussite des épreuves VAE. Ces épreuves ont pour objectif de vérifier si les aptitudes et connaissances sont suffisantes pour suivre des études de niveau 7 du cadre européen des certifications.

Ces épreuves d'évaluation des aptitudes et connaissances sont en 2 parties : une épreuve écrite (synthèse écrite et critique de textes sur des sujets sociaux, préparée avec la lecture de documents) et une épreuve orale (entretien à partir de l'épreuve écrite et du dossier du candidat).

Les critères de réussite sont les suivants :

- les connaissances et la compréhension d'un sujet social
- l'application des connaissances pour résoudre des problèmes avec une approche professionnelle
- la capacité à récolter et à traiter des données significatives pour poser des jugements critiques
- la capacité à communiquer ses connaissances (forme et fond)
- la capacité à poursuivre sa formation avec un haut degré d'autonomie

Au terme d'une procédure d'évaluation, le jury d'admission juge si les aptitudes et connaissances de l'étudiant sont suffisantes pour suivre les études avec succès. Ce jury examine les dossiers des candidats ; il peut mandater un de ses membres pour rencontrer l'étudiant si les informations fournies doivent être précisées.

§8 Tout étudiant admis sur base de la VAE peut, à l'issue de la procédure d'évaluation, être amené à suivre des crédits supplémentaires. Ces crédits supplémentaires peuvent être notamment des cours d'Institutions et politiques sociales, Méthodologie de l'action sociale, Méthodologie fondamentale de la recherche et Introduction au management. Ils sont déterminés par le jury d'admission en fonction du profil spécifique de chaque étudiant.

## TITRE IV : REGLEMENT DES EXAMENS

### Chapitre 1 : Inscription aux examens

#### **Article 53 : Procédure d'inscription aux épreuves des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> quadrimestres**

Les étudiants dont l'inscription est régulière (cf. article 12) sont réputés inscrits à toutes les épreuves de fin de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> quadrimestres pour l'ensemble des unités d'enseignement organisées durant ces quadrimestres, qui faisaient partie de leur programme ou auxquelles ils s'étaient inscrits pour l'année académique.

#### **Article 54 : Procédure d'inscription aux épreuves du 3<sup>e</sup> quadrimestre**

§1 L'étudiant qui souhaite présenter des épreuves en fin de 3<sup>ème</sup> quadrimestre doit préciser quelles activités d'apprentissage il souhaite représenter conformément aux modalités définies dans le MIAS. Le non-respect de la date limite d'inscription, affichée aux valves de l'implantation, signifiera que l'étudiant s'inscrit par défaut uniquement aux épreuves pour lesquelles il a obtenu une note inférieure à 10/20.

L'étudiant qui ne se présente pas à une épreuve à laquelle il est inscrit obtient la mention PP (pas présenté) équivalent à 0/20 pour l'activité d'apprentissage concernée.

§2 L'étudiant en allègement de programme est délibéré conformément à son programme annuel.

#### **Article 55 : Refus d'inscription aux examens pour motif disciplinaire**

L'étudiant peut se voir refuser la participation aux examens s'il fait l'objet d'une mesure disciplinaire l'éloignant des Hautes Ecoles.

#### **Article 56 : Périodes d'évaluation**

§1 Pour chaque unité d'enseignement, les Hautes Ecoles déterminent les périodes durant lesquelles les évaluations sont organisées (cf. annexe 1). Elles organisent au moins deux évaluations d'une même unité d'enseignement en fin de deux quadrimestres différents d'une même année académique. Toutefois, les évaluations de certaines activités d'apprentissage — notamment les travaux pratiques, stages, rapports, travaux personnels, projets et les évaluations artistiques — peuvent n'être organisées qu'une seule fois sur une période regroupant trois quadrimestres successifs (activités d'apprentissage non-remédiables).

§2 Nul ne peut être admis à se présenter au cours des épreuves de la fin d'un quadrimestre à la fois devant le jury d'examens d'une haute école et devant le jury de la Communauté française lorsque celui-ci est organisé.

§3 Pour des raisons exceptionnelles dûment motivées et appréciées par elles, les Directions peuvent autoriser un étudiant à se présenter plus de deux fois aux évaluations d'une même unité d'enseignement au cours d'une même année académique.

§4 En vertu de l'article 79 § 2 du décret, le jury peut, pour des raisons de force majeure et dûment motivées, prolonger une période d'évaluation d'un étudiant au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période de deux mois et demi au-delà de la fin du quadrimestre.

## Chapitre 2 : Modalités d'organisation et de déroulement des épreuves

### Article 57 : Information sur les modalités du système d'évaluation

Au début de l'activité d'apprentissage, chaque enseignant informe par écrit les étudiants des modalités de son système d'évaluation : objectifs du cours, modalités de participation, critères de réussite, manière de déterminer la note globale de l'année, et le cas échéant, la note de la dernière période d'évaluation - modalités d'interrogation – orales ou écrites.

L'évaluation correspondant à un enseignement peut consister en un examen oral et/ou écrit, une évaluation continue, formative ou tout autre travail effectué par l'étudiant à cet effet (entre autres, le travail journalier). Les résultats peuvent être intégrés dans la note finale selon les critères d'évaluation de l'activité d'apprentissage concernée.

Les étudiants sont informés de ces modalités d'évaluation via les descriptifs des unités d'enseignement.

### Article 58 : Modalités particulières d'évaluation des unités d'enseignement qui n'ont plus la priorité horaire

§1 En cas de conflit horaire, n'ont plus la priorité horaire (participation non requise) les unités d'enseignement non acquises lors de l'année académique précédente (ou pour une activité d'apprentissage qui n'a pas fait l'objet d'un report de note) et qui ont ainsi figuré une première fois au programme de l'étudiant.

§2 Par exception au §1, l'activité d'apprentissage « Immersion et recherche exploratoire en milieux professionnels » ainsi que l'unité d'enseignement « laboratoires d'ingénierie sociale 1 » devront toujours être suivies prioritairement par l'étudiant.

§ 3 Pour ces unités d'enseignement qui n'ont plus la priorité horaire, l'étudiant est toutefois tenu aux mêmes exigences et soumis aux mêmes critères d'évaluation, sur les mêmes matières, avec les mêmes supports, dans le cadre de la même période d'évaluation, que ceux prévus pour la nouvelle année académique 2016-2017. Il est attendu de l'étudiant qu'il prenne connaissance attentivement des modalités et des matières qui sont objets d'évaluation.

§4 Par exception au §3, dans l'hypothèse où l'examen (ou une partie de l'examen) est constitué d'une prestation de groupe ou d'un travail de groupe, l'étudiant en situation d'unité d'enseignement « résiduelle » répondra aux mêmes exigences mais sur base d'une prestation ou d'un travail individuel.

### Article 59 : Déroulement des examens

§1 Les horaires de chaque session d'examens et les lieux des examens sont publiés sur la plate-forme Claroline et aux panneaux d'affichage, sous la responsabilité de la Direction de la Haute Ecole au sein de laquelle l'étudiant effectue son cursus, au plus tard un mois avant le début de la période d'évaluation. Sauf cas de force majeure, la date et l'horaire d'une épreuve ne peuvent être modifiés moins de dix jours ouvrables avant la date annoncée initialement. Toute modification est portée à la connaissance des étudiants concernés sans délai par voie d'affichage et par courrier électronique.

§2 L'étudiant se présentera toujours à l'heure prévue aux examens.

§3 Lorsque le contenu d'un examen est constitué exclusivement ou en partie par un travail effectué par l'étudiant, ce travail doit être remis, selon les modalités indiquées par l'enseignant au début de l'activité d'enseignement (cf. article 66).

Le non-respect du délai prévu dans ces modalités pourra entraîner, pour ce travail, l'application d'une sanction académique, telle que prévue à l'article 66.

§4 Les examens sont publics. Par décision de la Direction, communiquée aux étudiants, au plus tard un mois avant le début des épreuves, les examens sont oraux ou écrits. Pour des raisons d'organisation pratique, les personnes extérieures à l'établissement préviendront la direction de leur présence, dans un délai préalable de 5 jours ouvrables.

§5 L'étudiant, qui ne peut participer à un examen est tenu de prévenir de son absence, au plus tard, le jour même de l'examen. Il doit faire parvenir sa justification écrite au secrétariat du MIAS dans les plus brefs délais.

Sauf cas de force majeure apprécié par les directions : pour des raisons d'organisation, un étudiant qui, même pour motif légitime (dont certificat médical), ne peut participer à un examen à la date prévue à l'horaire des examens, ne pourra pas présenter cet examen au cours de la même période d'évaluation.

### **Article 60 : Copie des examens**

Après la proclamation, selon des modalités définies et communiquées aux étudiants par le secrétariat du MIAS, l'étudiant a le droit de consulter ses copies d'examens, ainsi que tout document justificatif des notes qui lui ont été attribuées.

Afin d'assurer une consultation effective, les conditions matérielles de cette consultation qui se déroulera à une date déterminée seront annoncées au moins une semaine à l'avance.

Cette consultation se fera en présence du responsable de l'épreuve ou de son délégué.

Les copies d'examens sont conservées par les hautes écoles pendant une durée de trois ans à dater de la fin de la session d'examens à laquelle elles se rapportent.

### **Article 61 : Règles relatives au report de notes**

§ 1 Au sein d'une même année académique, lorsqu'un étudiant a obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 à une activité d'apprentissage (pour une unité d'enseignement non validée par le jury), cette note est reportée en vue de la prochaine délibération.

Un étudiant peut toutefois demander à représenter une évaluation pour laquelle il a obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 ; la nouvelle note remplacera alors la précédente même si la nouvelle est inférieure à la précédente.

§2 Toute note d'activité d'apprentissage inférieure à 10/20 (pour une unité d'enseignement non validée par le jury) ne peut pas être reportée. L'étudiant doit obligatoirement représenter l'épreuve correspondante. A défaut de la représenter, il obtiendra une mention PP (pas présenté) qui s'imposera à l'ensemble de l'unité d'enseignement.

§3 D'une année académique à l'autre, les unités d'enseignement doivent en principe être validées dans leur totalité. Toutefois, le jury peut dispenser l'étudiant d'activités d'apprentissage pour lesquelles il a obtenu une note d'au moins 10/20.

# TITRE V : REGLES ET SANCTIONS DISCIPLINAIRES, ACADEMIQUES ET ADMINISTRATIVES

## Chapitre 1 : Types de sanctions

### Article 62 :

Des sanctions peuvent être prises à l'encontre des étudiants qui contreviennent aux dispositions des présents règlements et/ou mettent en péril l'exercice des missions des hautes écoles.

### Article 63 :

Les sanctions sont de trois ordres : disciplinaires, académiques, administratives.

§1<sup>er</sup> Les sanctions sont de trois ordres : disciplinaires, académiques et administratives.

Une même sanction peut à la fois faire l'objet d'une sanction d'ordre administratif, académique et/ou disciplinaire.

La sanction diffère en fonction de la qualification des faits, de leur gravité, de leur éventuel caractère répété et des circonstances.

§2 **Les sanctions disciplinaires** sont destinées à assurer l'ordre et la discipline.

Elles peuvent être prises en cas d'infraction constatée à l'un et/ou l'autre des règlements et autres documents de références applicables au sein du MIAS et des deux Hautes Ecoles.

§3 **Les sanctions académiques** sont applicables en cas de :

- faits d'absentéisme, lorsque la fiche descriptive de l'activité exige la participation active de l'étudiant ;
- remise tardive d'un travail,
- non-respect des consignes de prévention de fraude communiquées lors d'une évaluation ou lors d'un examen,
- fraude avérée lors d'une évaluation ou d'un examen,
- plagiat<sup>11</sup> avéré dans un travail personnel, de groupe ou dans un mémoire
- falsification avérée de sources ou documents utilisés dans le cadre d'un travail

§4 **Les sanctions administratives** sont applicables en cas de :

- dossier administratif incomplet ;
- fraude à l'inscription ;
- non-paiement du solde du montant de l'inscription au plus tard pour le 4 janvier ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure

---

<sup>11</sup> Par plagiat, on entend le fait, dans une activité évaluée, de faire passer indûment pour siens des passages tirés de l'œuvre d'autrui.

## Chapitre 2 : Respect de soi et des autres, règles de fonctionnement et sanctions disciplinaires

### Article 64

§ 1 Les étudiants n'entravent pas, par leur comportement, le bon déroulement de la vie de la Haute École. Ils veillent, dans le cadre de toute activité liée à leur programme d'études, dans leurs attitudes, propos, comportements et tenue vestimentaire, au strict respect :

- de la dignité, de l'honneur et de l'intégrité morale ou physique de la Haute École, de ses membres et des tiers ;
- des biens et droits de la Haute École, de ses membres et des tiers.

Cela s'applique également dans le cadre de leurs activités privées si celles-ci font référence à leur qualité d'étudiant de la Haute École.

Ils respectent les règles de déontologie propres à la profession à laquelle leur formation les prépare.

Le non-respect des obligations énoncées ci-avant peut entraîner l'application des dispositions et procédures disciplinaires contenues dans le présent Titre.

§2 L'organisation de collectes ou de ventes, l'organisation de campagnes d'opinion et tout affichage, extérieurs aux activités découlant des prérogatives du Conseil des étudiant(e)s, ne peuvent être réalisées qu'avec l'accord formel et préalable de la Direction du site.

§3 Tout comportement susceptible de compromettre le bon déroulement des activités, évaluations, examens ou épreuves peut donner lieu à l'une ou l'autre des sanctions prévues au présent Titre.

§4 En dehors des endroits et moments prévus à cet effet, il est interdit de fumer et de consommer des boissons alcoolisées dans les bâtiments, aux abords de la Haute École et dans les lieux d'intégration professionnelle.

La détention, la consommation et, à fortiori, le commerce de substances illicites sont strictement interdits. Tout contrevenant s'expose non seulement à des sanctions disciplinaires, mais aussi à des poursuites judiciaires.

§5 Chacun est tenu de respecter les locaux et le matériel mis à sa disposition. Il veille à les maintenir dans un état de propreté et de fonctionnement optimal et à procéder au tri des déchets.

Tout dommage causé par un étudiant est réparé à ses frais, sans préjudice des mesures disciplinaires qui peuvent être prises à ce sujet.

§6 Les consignes établies par le Service Interne de Prévention et de Protection (SIPP), et affichées à divers endroits, doivent être strictement respectées.

§7 Chaque étudiant, par son inscription, s'engage au respect de la charte d'utilisation des moyens informatiques et multimédias des Hautes Ecoles mis à la disposition des étudiants et figurant en annexe de leur règlement.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner, outre une limitation ou le retrait temporaire ou définitif des accès aux ressources informatiques des Hautes Écoles, l'application de l'une des sanctions prévues au présent Titre.

§8 Toute utilisation du nom ou du sigle d'une des Hautes Écoles ou du MIAS ne peut se faire sans autorisation formelle et préalable de la Direction.

§9 Il est interdit d'éditer, de vendre ou de faire circuler des éditions de cours ou des syllabus, sous quelque support que ce soit, sans l'autorisation formelle des enseignants concernés. Cette interdiction s'étend à tous les moyens existants de reproduction de tout support.

## Article 65

**Les sanctions disciplinaires** suivantes peuvent être prises, par ordre croissant de gravité :

- 1° le rappel à l'ordre,
- 2° l'exclusion d'une activité ou d'une évaluation en cours pour la durée de la séance ;
- 3° l'avertissement écrit, ayant pour objet d'attirer l'attention de l'étudiant sur la difficulté rencontrée ;
- 4° le blâme, ayant pour objet de réprover officiellement les agissements de l'étudiant ;
- 5° le renvoi temporaire de 1 à 15 jours d'une ou plusieurs activités ;
- 6° le renvoi jusqu'au terme du quadrimestre d'une ou plusieurs activités ;
- 7° l'exclusion de la Haute École jusqu'au terme de l'année académique ;

## Chapitre 3 : Sanctions académiques

### Article 66 :

En cas de non dépôt d'un travail à l'échéance fixée, l'étudiant se voit attribuer, sauf cas de force majeure apprécié par les présidentes du jury d'examens, une note de 0/20 pour l'activité d'apprentissage (ou partie d'activité d'apprentissage) concernée.

### Article 67 :

§1 L'étudiant convaincu de fraude se voit attribuer la note de 0/20 (avec mention FR dans le relevé de notes) pour l'ensemble de l'activité d'apprentissage ou si l'unité d'enseignement est composée de deux ou plusieurs activités d'enseignement, pour toute l'unité d'enseignement.

§2 Les situations de plagiat dans un travail personnel, de groupe ou dans un mémoire, peuvent être assimilées à une fraude et dès lors donner lieu à la sanction académique de 0/20 (avec mention FR dans le relevé de notes) pour l'ensemble de l'activité d'apprentissage ou si l'unité d'enseignement est composée de deux ou plusieurs activités d'enseignement, pour toute l'unité d'enseignement.

§3 En cas de fraude lors d'une évaluation ou d'un examen, ainsi qu'en cas de falsification des documents d'évaluation de la pratique professionnelle, cette sanction académique est systématiquement accompagnée d'une des sanctions disciplinaires suivantes :

- un renvoi temporaire immédiat de maximum 15 jours ouvrables, dans le cadre d'une première fraude avérée par le jury restreint, en matière d'évaluation d'une activité d'enseignement. Ce renvoi prend cours dès la notification de la décision de l'autorité compétente,
- le renvoi jusqu'au terme de l'année académique en cas de récidive. Ce renvoi prend cours dès la notification de la décision de l'autorité compétente.

§4 Le non-respect des consignes de prévention de fraude communiquées lors d'une évaluation ou lors d'un examen peut être assimilé à une fraude et donner lieu à la sanction académique (note de 0/20 pour l'ensemble de l'activité d'apprentissage concernée avec mention FR dans le relevé de notes) et peut être accompagné des mêmes sanctions mentionnées au §3.

## Chapitre 4 : Sanctions administratives

### Article 68

**Les sanctions administratives** suivantes peuvent être prises, en fonction de la situation. Il peut s'agir :

1. de l'interdiction d'accès aux activités d'apprentissage et de l'impossibilité d'être délibéré d'aucun report ou valorisation de crédits, tout en restant considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique (application de l'article 102§1<sup>er</sup>, al ; 2 du décret),
2. de la perte de la qualité d'étudiant régulier :
  - 2.1. en cas de non-respect des conditions prévues aux articles 100 et 102 du décret (application de l'article 103) ;
  - 2.2. en cas de fraude à l'inscription (application de l'article 98 du décret). Dans ce cas, l'étudiant perd également immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement d'enseignement supérieur sont définitivement acquis à celui-ci.

## Chapitre 5 : Procédures

### Article 69 : Procédure pour sanction disciplinaire

§1 Les sanctions suivantes peuvent être prises par chacun des professeurs et des autres membres du personnel, ou par la Direction de la Haute Ecole au sein de laquelle l'étudiant effectue son cursus :

- le rappel à l'ordre,
- l'exclusion d'une activité ou d'une évaluation en cours pour la durée de la séance.
- L'avertissement écrit, ayant pour objet d'attirer l'attention de l'étudiant sur la difficulté rencontrée  
Dans ce cas, l'étudiant est convoqué au secrétariat du MIAS afin de signer cet avertissement « pour prise de connaissance » ; ce dernier est ensuite versé à son dossier administratif.

§2 Les sanctions suivantes sont prises par le Direction de la Haute Ecole au sein de laquelle l'étudiant effectue son cursus :

- le blâme, ayant pour objet de réprover officiellement les agissements de l'étudiant ;
- le renvoi temporaire de 1 à 15 jours d'une ou plusieurs activités ;
- le renvoi jusqu'au terme du quadrimestre d'une ou plusieurs activités ;

§3 La décision de renvoi jusqu'au terme de l'année académique est prise par le Collège de Direction de la Haute Ecole au sein de laquelle l'étudiant effectue son cursus, sur avis conforme et motivé de la Direction de la Haute Ecole.

### Article 70 :

§1 L'exclusion temporaire de 1 à 15 jours d'une ou plusieurs activités ou le renvoi jusqu'au terme du quadrimestre d'une ou plusieurs activités sont décidés au terme de la procédure suivante.

La Direction de la Haute Ecole au sein de laquelle l'étudiant effectue son cursus entend tout membre du personnel ou étudiant témoin de faits susceptibles de tomber sous l'application d'une sanction disciplinaire et dresse procès-verbal du témoignage qui lui est rapporté.

Au plus tard dans les trois jours ouvrables de la prise de connaissance des faits, la Direction ayant instruit le dossier, saisit une commission disciplinaire pour consultation.

La commission disciplinaire, constituée de trois membres du personnel du Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur, non impliqués dans les faits, convoque l'étudiant mis en cause par pli recommandé ou remise en main propre contre accusé de réception.

L'étudiant peut se faire assister d'un conseil ou de la personne de son choix.

Un procès-verbal de l'audition est dressé, visé, daté et signé par les parties.

La commission disciplinaire prend sa décision et la communique à l'étudiant par pli recommandé ou remise en mains propres, au plus tard dans les deux jours ouvrables.

En cas de faits nécessitant des mesures d'urgence, et par exception à la procédure susmentionnée, la Direction du site concerné peut procéder à une exclusion temporaire de l'étudiant durant le temps nécessaire à l'instruction disciplinaire.

§2 Le renvoi jusqu'au terme de l'année académique ne peut être prononcé que par le Collège de Direction de la Haute Ecole au sein de laquelle l'étudiant effectue son cursus, sur avis conforme et motivé de la Direction concernée.

L'étudiant se voit notifier par écrit les faits qui lui sont reprochés et est convoqué par pli recommandé à la poste trois jours au moins avant sa comparution devant le Collège de direction. Il peut se faire assister d'un conseil. Lui-même et/ou son conseil peuvent consulter les pièces du dossier au siège social de la Haute Ecole concernée.

## **Article 71 : Procédure pour sanction académique**

§1 En cas de non dépôt d'un travail à l'échéance fixée, la sanction académique prévue à l'article 66 peut être prise par le professeur concerné ou par un des Présidents du jury du MIAS.

§2 La sanction académique prévue à l'article 67 est décidée au terme de la procédure suivante.

Dès qu'il reçoit information, le Président du jury convoque l'étudiant pour l'entendre sur la situation de fraude ou de plagiat.

Le Président du jury peut demander au membre du personnel qui a constaté la situation de fraude ou de plagiat d'être présent. L'étudiant peut se faire assister d'un conseil ou de la personne de son choix. Un procès-verbal de l'audition est dressé, visé, daté et signé par les parties.

Si les faits sont contestés par l'étudiant, le Président du jury, ayant instruit le dossier, saisit un jury restreint. Ce jury restreint est constitué outre de lui-même, de deux membres du jury choisis parmi ceux non impliqués dans les faits. Il examine la matérialité des faits. Ce jury restreint statue, par décision formellement motivée, sur l'octroi ou non de la sanction académique et notifie cette décision au(x) plaignant(s) par pli recommandé ou remise en mains propres, au plus tard dans les deux jours ouvrables.

§3 La procédure prévue au §2 ne s'applique pas au plagiat constaté dans le cadre de l'épreuve « Mémoire ». Seul le jury de mémoire est dans ce cas compétent pour acter la situation et décider de la sanction académique.

## **Article 72 : Procédure pour sanction administrative**

§1 S'il est établi par la Direction de la Haute Ecole dans laquelle l'étudiant a procédé à son inscription que les faits constituent une fraude à l'inscription, l'étudiant perd automatiquement son statut d'étudiant régulier, en application de l'article 98 du décret.

§2 En application de l'article 96§1<sup>er</sup> du décret, l'étudiant qui se verrait **exclu** jusqu'au terme de l'année académique **pour fraude à l'inscription ou fraude aux évaluations** se verra en outre refuser toute inscription dans un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française durant les cinq années académiques qui suivent celle durant laquelle la fraude a été établie.

§3 La Haute École concernée transmet toute décision d'exclusion pour fraude à l'inscription ou aux évaluations au Commissaire du Gouvernement en charge de son établissement.

## **Chapitre 6 : Voies de recours**

### **Article 73 : Voies de recours**

L'étudiant dispose des voies de recours interne et externe prévues au titre VI du présent Règlement.

# TITRE VI : RECOURS INTERNES ET EXTERNES

## Chapitre 1 : Recours internes

### Article 74 : Recours en cas de refus d'inscription

En application de l'article 96 § 2 du décret du 7 novembre 2013, tout étudiant dont l'inscription est refusée peut, dans les 15 jours suivant la notification de la décision, par pli recommandé et cachet de la poste faisant foi, faire appel de la décision, auprès de la Haute Ecole dans laquelle il demande son inscription, devant la Commission interne de recours contre le refus d'inscription prévue à l'Annexe 7 du présent Règlement.

Pour ce faire, et sous peine d'irrecevabilité, l'étudiant introduit auprès de la Commission le dossier doit comporter :

- la lettre du candidat étudiant argumentant sa plainte et signifiant qu'il fait appel de la décision de refus d'inscription auprès de la Commission de recours indiquant ses coordonnées complètes dont une adresse mail ;
- le dossier tel qu'il l'avait adressé précédemment à la Direction;
- une copie de la lettre que cette dernière lui a communiquée pour signifier le refus d'inscription.

La Commission dispose d'un délai de 15 jours pour statuer. La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé.

L'étudiant ayant introduit un recours interne et qui 30 jours après son introduction n'a pas reçu de notification de décision du recours interne visée à l'alinéa 1er, peut mettre en demeure la Haute École de notifier cette décision. A dater de cette mise en demeure, la Haute École dispose de 15 jours pour notifier sa décision. A défaut d'une décision intervenue au terme de ces 15 jours, la décision de la Haute École est réputée positive. A cette même date, cette décision est réputée avoir été notifiée à l'étudiant.

### Article 75 : Recours relatif à des irrégularités dans le déroulement des épreuves

Toute plainte relative à une quelconque irrégularité dans le déroulement des épreuves est adressée sous pli recommandé au secrétaire du jury ou transmise en mains propres contre accusé de réception, selon les modalités décrites ci-dessous :

1° Le délai légal de recours est de trois jours ouvrables.

2° Le délai légal de recours débute le jour ouvrable qui suit la proclamation et l'affichage des résultats. L'introduction de la plainte peut également être faite par la remise d'un écrit au secrétaire. La signature apposée par le secrétaire sur le double de cet écrit ne vaut que comme accusé de réception de l'introduction de la plainte.

3° Le secrétaire instruit la plainte et, au plus tard, dans les deux jours ouvrables de sa réception, il fait rapport au président du jury.

4° Dans le jour ouvrable suivant la réception du rapport, le président du jury réunit un jury restreint, composé, outre lui-même, de deux membres du jury choisis parmi ceux non mis en cause dans l'irrégularité invoquée. Ce jury restreint statue séance tenante, par décision formellement motivée, sur le bien-fondé de la plainte et notifie cette décision au(x) plaignant(s) dans les deux jours ouvrables. Si la plainte est jugée fondée, le président convoque le jury, qui délibère à nouveau.

## Chapitre 2 : Recours externes

### Article 76 : Dispositions communes aux recours externes contre une décision prise en application des articles 95 et 102 du Décret

§1 Le caractère irrecevable d'une demande d'inscription ou d'admission (article 95) et la non prise en considération d'une inscription (article 102), sont susceptibles d'un recours auprès du Commissaire-Délégué.

Le délai de recours prend cours le premier jour ouvrable qui suit la notification de l'une ou l'autre des décisions précitées.

§2 Le recours est introduit dans les 15 jours ouvrables à partir du premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision par laquelle les directions ont conjointement déclaré la demande d'admission ou d'inscription irrecevable.

L'étudiant introduit son recours auprès du Commissaire du Gouvernement relevant de l'établissement dans lequel il a procédé à la demande d'inscription :

Pour la Haute Ecole de Namur Liège Luxembourg :

Monsieur Thierry DETIENNE, Rue de Péralta, 25 à 4031 ANGLEUR (Courriel : [thierry.detienne@cfwb.be](mailto:thierry.detienne@cfwb.be))

Pour la Haute Ecole Louvain en Hainaut :

Monsieur Xavier CORNET, rue de la Rivelaïne 61 à 6160 MONTIGNIES-SUR-SAMBRE (Courriel : [xavier.cornet@cfwb.be](mailto:xavier.cornet@cfwb.be))

de l'une des deux manières suivantes :

- soit en mains propres contre accusé de réception signé par un membre de la cellule du Commissaire-Délégué faisant foi ;
- soit par courrier recommandé avec accusé de réception.

§3 En l'absence de décision écrite notifiant l'irrecevabilité d'une demande d'inscription provisoire ou d'une demande d'inscription définitive, telles que définies aux articles 8 à 10 du présent Règlement, à la date du 30/11, l'étudiant qui a introduit une demande auprès de la Haute École est réputé avoir reçu une décision positive, sous réserve des dispositions prévues en cas de non- paiement des frais d'études dans les délais requis.

§4 Le recours introduit par l'étudiant doit **impérativement** reprendre les éléments suivants :

- sous peine d'irrecevabilité, l'identité de l'étudiant, son domicile, ses coordonnées téléphoniques, son adresse électronique, et sa nationalité;
- sous peine d'irrecevabilité, l'objet précis du recours et les motivations du recours;
- la dénomination légale de l'établissement d'enseignement supérieur à l'origine de la décision querellée;
- les études qui ont fait l'objet de la demande d'admission ou d'inscription;
- sous peine d'irrecevabilité, la copie de la décision querellée, le cas échéant.

L'étudiant peut joindre à son recours les pièces qu'il estime nécessaires et mentionne l'inventaire des pièces annexées.

Les décisions du Commissaire ou du Délégué du Gouvernement sont notifiées soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par courrier électronique à l'adresse renseignée par l'étudiant dans son dossier de demande d'admission. Une copie de la décision est également adressée à l'établissement d'enseignement supérieur.

§5 L'ensemble de la procédure a un caractère suspensif. L'étudiant a dès lors accès à l'établissement et aux activités d'apprentissage en attente d'une décision définitive.

### **Article 77 : Procédure applicable au recours externe contre une décision de refus d'inscription prise en application de l'article 95 du Décret**

§1 Pour les étudiants n'ayant pas reçu de décision des directions du MIAS à leur demande d'admission ou d'inscription à la date du 15 novembre ou à la date du 30 novembre pour les inscriptions des étudiants mentionnés à l'article 79§2 du décret (prolongation de la période d'évaluation d'un étudiant au quadrimestre suivant), la décision de la Haute École dans laquelle l'étudiant a demandé son admission ou inscription est réputée négative.

L'étudiant introduit son recours dans un délai de 15 jours ouvrables à dater du premier jour ouvrable qui suit le 15 novembre ou le 30 novembre pour les inscriptions des étudiants mentionnés à l'article 79§2 du décret.

L'étudiant apporte la preuve qu'il a introduit une demande auprès de la Haute École.

Dans l'attente de l'issue de ce recours, l'introduction de celui-ci vaut inscription provisoire.

§2 Le Commissaire du Gouvernement statue sur pièces ainsi que sur les arguments éventuels de la Haute École dans les 7 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet transmis par l'établissement d'enseignement supérieur.

L'établissement est tenu de communiquer le dossier complet et ses remarques dans un délai de 7 jours ouvrables à partir de la demande d'information formulée par le Commissaire du Gouvernement.

§3 Si la décision du Commissaire du Gouvernement conclut à l'irrecevabilité du recours, la décision de la Haute École est définitive.

§4 Lorsque le recours est recevable, le Commissaire du Gouvernement, soit confirme la décision d'irrecevabilité de la demande d'admission ou d'inscription, soit invalide celle-ci et confirme la recevabilité de la demande d'admission ou d'inscription de l'étudiant.

### **Article 78 : Procédure applicable au recours externe contre une décision de non prise en considération d'une inscription prise en application de l'article 102 du Décret**

§1 Sous peine d'irrecevabilité, le recours visé à l'article 102§1er al5, du décret est introduit dans les 15 jours ouvrables à partir du premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision visée à l'article 102§1er al2.

§2 Le Commissaire ou Délégué du Gouvernement statue sur pièces ainsi que sur les arguments éventuels de l'établissement d'enseignement supérieur dans les 7 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet transmis par l'établissement d'enseignement supérieur.

L'établissement est tenu de communiquer le dossier complet et ses remarques dans un délai de 7 jours ouvrables à partir de la demande d'information formulée par le Commissaire ou le Délégué du Gouvernement.

§3 Si la décision du Commissaire ou du Délégué conclut à l'irrecevabilité du recours, la décision de l'établissement d'enseignement supérieur est définitive. Lorsque le recours est recevable, l'étudiant reste inscrit.

### **Article 79 : Procédure applicable au refus d'inscription visé à l'article 96 du Décret**

Une Commission d'Examen des Plaintes et Recours Internes (CEPERI) est chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visé à l'article 74 du présent Règlement. Elle a le statut d'autorité administrative indépendante.

Ses coordonnées sont :

**CEPERI**

**c/o ARES – Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur**

**Rue Royale, 180**

**1000 Bruxelles**

Après la notification du rejet du recours interne visé à l'article 74 du présent Règlement, l'étudiant a quinze jours ouvrables pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant ladite Commission. Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé ou en annexe à un courriel, elle indique clairement l'identité, le domicile, les coordonnées téléphoniques, l'adresse électronique de l'étudiant et l'objet précis de sa requête, elle est revêtue de sa signature et elle contient en annexe copie du recours interne, de la décision qui en a résulté, de sa notification à l'étudiant, ainsi que tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours.

La CEPERI vérifie le caractère adéquat de la motivation formelle de la décision et elle invalide le refus d'inscription dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de la plainte si des éléments de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne.

Les délais de 15 jours ouvrables visés aux alinéas 2 et 3 sont suspendus entre le 24 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier ainsi qu'entre le 15 juillet et le 15 août.

**Article 80 : Recours devant le Conseil d'Etat**

En vertu de l'article 2 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration, outre les procédures de recours interne prévues dans le présent Règlement, sont susceptibles d'un recours auprès des Cours et tribunaux du pouvoir judiciaire et/ou du Conseil d'Etat, les décisions prises les autorités d'une Haute École.

Toute contestation devant le Conseil d'Etat doit être adressée, au moyen d'une requête en annulation, par envoi recommandé à la poste, au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles, dans un délai de 60 jours à partir de la notification de la décision.

## TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES

### Chapitre 1 : Clauses particulières

#### **Article 81 :**

Aucune modification ne peut être apportée à l'horaire ou au calendrier des activités d'enseignement sans l'accord préalable de la Direction.

#### **Article 82 :**

L'étudiant est repris dans un fichier dont la tenue est indispensable pour la gestion administrative et la collecte des données « Saturn » effectuée par le Ministère de la Communauté française et utilisée à des fins scientifiques ou statistiques, dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Il dispose, à cet égard, d'un droit d'accès et de modification des données le concernant en s'adressant à :

*Ministère de la Communauté française*

*Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique*

*Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique*

*Direction des Bases de données et de la Documentation - Rue A. Lavallée 1- 1080 Bruxelles*

*Courriel : [saturn@cfwb.be](mailto:saturn@cfwb.be)*

L'étudiant dispose également du droit de consulter et de modifier les données le concernant auprès du secrétariat des étudiants du Master.

Par ailleurs, les hautes écoles sont fréquemment sollicitées par des « tiers » qui souhaitent disposer de certaines de ces données, principalement les nom, prénom, adresse, année d'études et diplôme des étudiants : cette demande n'est toutefois suivie d'effet qu'à la condition expresse que son caractère légitime soit établi (publication de l'annuaire des étudiants, cercles étudiants, offres d'emplois, ...).

Dans le cadre du respect de la législation relative à la protection de la vie privée, l'étudiant qui ne souhaite pas que ses coordonnées soient transmises par les Hautes Ecoles auprès de tiers, communique son refus, par un écrit adressé dans les 15 jours de la signature de sa demande d'inscription, au secrétariat de l'implantation de la Haute Ecole dans laquelle il effectue sa première année d'études/son cycle d'études.

#### **Article 83 :**

Dans le cadre de la protection de la maternité, afin d'envisager les mesures pédagogiques et sanitaires adéquates, les étudiantes enceintes sont priées d'en avvertir dans les meilleurs délais la Direction.

### Chapitre 2 : Assurances

#### **Article 84 :**

Ni les Hautes Ecoles, ni les départements ne sont responsables des vols et pertes d'objets quelconques appartenant aux membres du personnel ou aux étudiants et qui surviendraient dans ses infrastructures ou sur les différents lieux d'activités d'intégration professionnelle.

## **Article 85 :**

§1 Les deux Hautes Ecoles souscrivent une police d'assurance scolaire en responsabilité civile et contre les accidents corporels. L'étudiant est couvert par l'assurance de la Haute Ecole du site sur lequel l'étudiant effectue son cursus.

Ce contrat couvre :

- les responsabilités pouvant reposer sur l'assuré en vertu des articles 1382 à 1386 bis du code civil, du chef d'accidents causés aux tiers ;
- le remboursement après intervention de la mutuelle, des frais médicaux, pharmaceutiques et similaires, qui sont la conséquence d'accidents survenus aux étudiants au cours d'activités relevant de la *vie scolaire* et ce dans le monde entier, même pendant les vacances ou en dehors des heures de classe à l'exclusion des stages pour lesquels les étudiants sont couverts prioritairement par la police accidents du travail souscrite par l'établissement scolaire. Le terme « *vie scolaire* » est défini par l'assureur comme étant toute activité organisée, contrôlée et cautionnée par la Haute Ecole.

§2 Les accidents corporels sont également couverts sur le trajet normal que les étudiants empruntent pour participer à ces activités à partir de leur domicile, de leur résidence, d'une implantation de l'école ou sur le chemin du retour.

L'étudiant qui quitte avant terme une activité d'enseignement ou parascolaire, sans l'autorisation de la Direction ou de son délégué, se soustrait délibérément à son autorité et, de ce fait, ne peut plus prétendre au bénéfice des garanties de la police d'assurance scolaire.

L'étudiant victime d'un accident est tenu de le déclarer, dans les plus brefs délais, au secrétariat de l'implantation dont il dépend.

§3 Le bénéfice de l'assurance « Omnium missions » (dégâts matériels) souscrite par les hautes écoles en matière de transport en voiture n'est garanti aux étudiants, dans le cadre de l'activité scolaire de la Haute Ecole, que dans la mesure où ce transport a fait l'objet d'un accord écrit et préalable de la Direction de la Haute Ecole au sein de laquelle il effectue son année d'étude. Sans cet accord, ce transport relève de la vie privée des étudiants. Les dommages causés à des véhicules (sauf les cas couverts par l'assurance omnium-mission), pour lesquels au moment du sinistre la législation sur l'assurance obligatoire produit ses effets, ne sont pas couverts.

§4 Pour les activités extrascolaires c'est-à-dire qui relèvent de l'initiative privée, l'étudiant est invité à prendre sa propre assurance.

§5 Les membres des Conseils des Étudiants et des Comités étudiants sont couverts pour les activités qu'ils organisent dans le cadre de ces Conseils ou Comités, pour autant que l'activité ait été approuvée, via un document écrit, par la Direction. Dans ce cas, ils sont couverts en R.C. (dommages aux tiers) et pour les risques d'accidents corporels.

Dans le cas d'activités non approuvées, pour éviter que la responsabilité personnelle des étudiants organisateurs soit engagée, ces derniers doivent se couvrir par une assurance.

Enfin pour toute organisation d'activités, les étudiants sont invités à satisfaire à toutes les dispositions légales en la matière : assurances, sécurité, police, Sabam...

Dans le cas contraire, les Hautes Ecoles déclinent toute responsabilité.

Plus d'informations au sujet de ces assurances peuvent être obtenues auprès du Secrétariat du Master en Ingénierie et action sociales.

## **Article 86 :**

Toutes les dispositions du présent règlement seront appliquées en conformité avec la législation en vigueur.

## **Article 87 :**

Lors de son inscription au Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur, l'étudiant reconnaît explicitement qu'il en accepte les présentes dispositions spécifiques au Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur ainsi que les règlements des Hautes Ecoles dans lesquelles il est inscrit.

**Article 88 :**

Les Conseils d'administration ou, par délégation, les Directeurs-Présidents, les Collèges de Direction, les Directeurs de catégorie sociale, les Directions des départements sont habilités à prendre une décision à propos des situations non prévues dans le présent règlement.

**Chapitre 3 : Etudiants inscrits aux jurys de la Communauté française****Article 89 :**

Les dispositions spécifiques aux étudiants inscrits aux jurys de la Communauté française figurent en annexe 7 du présent Règlement des études.

## Annexe 1 : Grille d'études

### **BLOC 1**

Code	Dénomination	Créd.	Hrs	Pond.	Impl. 1	
					Q1	Q2
<b>IS101</b>	<b>Mutation du contexte de l'action sociale</b>	<b>6</b>	<b>60</b>	<b>120</b>	<b>X</b>	
MUT1	Mutation du contexte économique, politique et social	3	30	50,0%		
MUT2	Evolution des métiers du social	3	30	50,0%		
<b>IS102</b>	<b>Analyse des organisations</b>	<b>4</b>	<b>40</b>	<b>80</b>	<b>X</b>	
ORG1	Analyse des organisations	4	40	100,0%		
<b>IS103</b>	<b>Pilotage de projets et de réseaux</b>	<b>7</b>	<b>70</b>	<b>140</b>	<b>X</b>	
PRO1	Méthodologie et gestion de projets	4	40	57,0%		
PRO2	Communication et travail en réseau	3	30	43,0%		
<b>IS104</b>	<b>Analyse croisée des politiques et problématiques sociales</b>	<b>7</b>	<b>70</b>	<b>140</b>		<b>x</b>
ANA1	Problématiques des publics de l'action sociale	3	30	43,0%		
ANA2	Cadres et acteurs de la concertation politique et sociale	2	20	28,5%		
ANA3	Questions spéciales de politique sociale	2	20	28,5%		
<b>IS105</b>	<b>Fondements du management humain dans le non-marchand</b>	<b>5</b>	<b>50</b>	<b>100</b>		<b>x</b>
MAN1	Fondements du management humain	3	30	75,0%		
MAN2	Management d'équipes du non-marchand	2	20	25,0%		
<b>IS106</b>	<b>Production de savoirs et participation</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>60</b>		<b>x</b>
SAV1	Production de savoirs et participation	3	30	100,0%		
<b>IS107</b>	<b>Cadre législatif et financement du non-marchand</b>	<b>6</b>	<b>60</b>	<b>120</b>		<b>x</b>
LEG1	Financement du non-marchand	3	30	50,0%		
LEG2	Cadre législatif et réglementaire du non-marchand	3	30	50,0%		
<b>IS108</b>	<b>Ethique et positionnement professionnel du cadre du non-marchand</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>60</b>	<b>x</b>	<b>x</b>
ETH1	Philosophie et éthique du management de l'action sociale	2	20	67,0%		<b>X</b>
ETH2	Ateliers réflexifs	1	10	33,0%	<b>X</b>	<b>X</b>
<b>IS109</b>	<b>Recherche en ingénierie et action sociales</b>	<b>12</b>	<b>200</b>	<b>240</b>	<b>x</b>	<b>x</b>
REC1	Epistémologie et méthodes de recherche en sciences sociales	3	30	25,0%	<b>X</b>	
REC2	Immersion et recherche exploratoire en milieux professionnels	9	170	75,0%	<b>X</b>	<b>X</b>
<b>IS110</b>	<b>Laboratoires d'ingénierie sociale 1</b>	<b>7</b>	<b>110</b>	<b>140</b>	<b>x</b>	<b>x</b>
LIS1	Laboratoires d'ingénierie sociale: commandes institutionnelles	7	110	100,0%		
		<b>60</b>	<b>720</b>	<b>1200</b>		

## **BLOC 2**

Code <sup>1</sup>	Dénomination <sup>2</sup>	Créd.	Hrs	Pond. <sup>3</sup>	EA		Codes UE pré-requises	Codes UE co-requises
					Q1	Q2		
<b>IS201</b>	<b>Evaluation des pratiques institutionnelles</b>	<b>6</b>	<b>60</b>	<b>120</b>	<b>x</b>			
EVA1	Pratiques et enjeux de l'action sociale	4	40	67,0%				
EVA2	Logiques institutionnelles de l'action sociale	2	20	33,0%				
<b>IS202</b>	<b>Développement et marketing de projets sociaux</b>	<b>7</b>	<b>90</b>	<b>140</b>	<b>x</b>			
DMP1	Développement et marketing de projets sociaux	7	90	100,0%				
<b>IS203</b>	<b>Gestion comptable et financière d'une organisation</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>60</b>	<b>x</b>			
GES1	Gestion comptable et financière d'une organisation	3	30	100,0%				
<b>IS204</b>	<b>Etude comparée de modèles de politiques sociales</b>	<b>5</b>	<b>50</b>	<b>100</b>		<b>X</b>		
ETU1	Référentiel d'analyse des politiques sociales	2	20	40,0%				
ETU2	Politiques sociales européennes	1	10	20,0%				
ETU3	Séminaire d'étude comparée de politiques sociales	2	20	40,0%				
<b>IS205</b>	<b>Pilotage stratégique des organisations</b>	<b>4</b>	<b>40</b>	<b>80</b>		<b>x</b>		
PSO1	Pilotage stratégique des organisations	4	40	100,0%				
<b>IS206</b>	<b>Management et gestion administrative du personnel</b>	<b>6</b>	<b>60</b>	<b>120</b>		<b>x</b>		
MGP1	Méthodologie du management humain	4	40	67,0%				
MGP2	Législation sociale appliquée	2	20	33,0%				
<b>IS207</b>	<b>Pratiques et postures de cadres du non-marchand</b>	<b>5</b>	<b>60</b>	<b>100</b>	<b>x</b>	<b>x</b>		
POS1	Fonction de cadre du non-marchand	2	20	33,0%		<b>X</b>		
POS2	Laboratoires d'ingénierie sociale 2: pratiques et réflexivité sur les postures de cadres	3	40	67,0%	<b>X</b>	<b>X</b>		
<b>IS208</b>	<b>Théories et pratiques de la recherche</b>	<b>7</b>	<b>130</b>	<b>140</b>	<b>x</b>	<b>x</b>		<b>IS209</b>
TPR1	Ateliers de recherche	5	110	80,0%				
TPR2	Séminaire international de recherche	2	20	20,0%				
<b>IS209</b>	<b>Mémoire</b>	<b>17</b>	<b>200</b>	<b>340</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>IS109</b>	<b>IS208</b>
MEM1	Mémoire	17	200	100,0%				
		<b>60</b>	<b>720</b>	<b>1200</b>				

## **CREDITS SUPPLEMENTAIRES**

Code <sup>1</sup>	Dénomination <sup>2</sup>	Créd.	Hrs	Pond. <sup>3</sup>	EA	
					Q1	Q2
<b>IS001</b>	<b>Introduction au management</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>60</b>	<b>X</b>	
INM1	Introduction au management	3	30	100,0%		
<b>IS002</b>	<b>Institutions et politiques sociales</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>60</b>	<b>X</b>	
IPS1	Institutions et politiques sociales	3	30	100,0%		
<b>IS003</b>	<b>Méthodologie de l'action sociale</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>40</b>	<b>X</b>	
MAS1	Méthodologie de l'action sociale	2	20	100,0%		
<b>IS004</b>	<b>Méthodologie fondamentale de la recherche</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>40</b>	<b>X</b>	
MFR1	Méthodologie fondamentale de la recherche	2	20	100,0%		

## Annexe 2

### Minerval et frais afférents aux biens et services

#### Article 1 : Droits d'inscription pour l'année académique 2016-2017

##### §1. Montant dus par les étudiants belges et ressortissants de l'Union européenne et assimilés

Section		MINERVAL		FRAIS AFFERENTS AUX BIENS ET SERVICES			TOTAL		
		Non boursiers	Modestes	Frais Infrastructures art. 1er 1°	Frais Administratifs art. 1er 2°	Frais spécifiques art. 1er 3°	Non boursiers	Modestes	Boursiers
Ingénierie et action sociales	Année non diplômante	350,03	239,02	107,97	108,69	158,31	<b>725,00</b>	<b>374,00</b>	<b>0</b>
	Année diplômante	454,47	343,47	107,97	108,69	164,87	<b>836,00</b>	<b>374,00</b>	<b>0</b>

En plus du montant des droits d'inscription, les étudiants doivent s'acquitter des frais de syllabi et supports de cours qui s'élèvent à 80€.

Le montant total des frais d'inscription pour les étudiants en année non diplômante s'élève donc à 805,00 €

Le montant total des frais d'inscription pour les étudiants en année diplômante s'élève donc à 916,00€.

##### §2 Frais dus par les étudiants non ressortissants de l'Union européenne

Outre les frais indiqués ci-dessus au §1, les étudiants *non ressortissants de l'Union européenne* s'acquittent au moment de leur inscription et au plus tard le 4 janvier 2017 d'un droit d'inscription spécifique (D.I.S.) de 1.984,00 €.

##### §3 Délais et spécificités

Les étudiants s'acquittent des montants liés à leur inscription conformément au tableau ci-dessous. Deux délais essentiels sont à prendre en compte :

- au minimum 10% du montant total à régler le jour de l'inscription et au plus tard le 31 octobre ; à défaut, l'étudiant n'est pas considéré comme inscrit.
- 90% du montant total à régler au plus tard le dimanche 4 janvier 2017; à défaut, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage avec effet rétroactif au 4 janvier; il ne pourra dès lors être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

		Délais maximum		Total
		14 septembre (et au plus tard à l'inscription si ultérieure)	4 janvier	
Année non diplômante	UE	72,50 €	652,50 €	725,00 €
	NON UE	270,90 €	2438,10 €	2709,00 €
Année diplômante	UE	83,60 €	752,40 €	836,00 €
	NON UE	282,00 €	2538,00€	2.820,00 €

Auxquels s'ajoutent à l'inscription les 80 € de syllabi et supports de cours.

Ces montants sont dus par tout étudiant inscrit, quel que soit le volume des activités d'enseignement effectivement suivies, sous réserve des dispositions prévues au §6 ci-dessous.

#### §4 Attestations

Les attestations diverses sont mises à la disposition des étudiants dès qu'ils ont fourni tous les documents nécessaires à la constitution de leur dossier administratif et qu'ils se sont acquittés au moins des 10 premiers pourcents du montant total dû conformément au tableau repris au §3 du présent article, ainsi que des frais de syllabi et supports de cours.

§5. Toute autre disposition liée aux frais d'inscription sera gérée conformément aux modalités prévues par la Haute Ecole dans laquelle l'étudiant a payé ses frais d'inscription.

#### §6. Situations particulières

Pour les situations particulières, il convient de se rapporter aux articles suivants :

- Dispositions particulières pour les étudiants bénéficiaires d'une allocation d'études à charge de la Communauté française : voir article 2
- Dispositions particulières pour les étudiants de condition modeste : voir article 3
- Dispositions particulières pour les étudiants libres : voir article 4
- Dispositions particulières en cas d'allègement du programme annuel de l'étudiant en vertu de l'article 151 du Décret : voir article 5
- Droits d'inscription pour les étudiants en fin de cycle et devant encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus ou leur UE Théories et pratiques de la recherche et/ou l'UE Mémoire : voir article 6.

### **Article 2 : Dispositions particulières pour les étudiants bénéficiaires d'une allocation d'études à charge de la Communauté française (étudiants « boursiers »)**

§1 L'étudiant qui est en mesure d'apporter, le jour de son inscription, l'attestation originale apportant la preuve qu'il bénéficie d'une allocation d'études à charge de la Communauté française pour l'année académique en cours est dispensé du paiement des droits d'inscription.

Dans le cas contraire, l'étudiant devra suivre la même procédure qu'un étudiant non boursier.

Lorsque l'étudiant sera en mesure de fournir l'attestation originale apportant la preuve qu'il bénéficie d'une allocation d'études à charge de la Fédération Wallonie Bruxelles pour l'année académique à laquelle il s'est inscrit, celui-ci sera remboursé des montants payés.

§2 L'étudiant « boursier » sera tenu de signer la « déclaration d'étudiant – boursier » prévue par l'échéancier de la Communauté française.

§3 L'étudiant boursier qui en fait la demande bénéficie, à charge des budgets sociaux de la Haute Ecole dans laquelle il s'est inscrit, de l'impression sur papier, à titre gratuit, des supports de cours relatifs au cursus au sein duquel il est inscrit et qui sont visés par la liste validée par le Conseil pédagogique.

### Article 3 : Dispositions particulières pour les étudiants de condition modeste

§1 En application de l'article 12 §2 de la loi du 29 mai 1959, le montant des frais d'études réclamé aux étudiants de condition modeste est plafonné.

§2 Sont considérés comme étudiants de condition modeste ceux dont le plafond de revenus imposables\* dépasse de maximum 3.351,00 €\*\* celui qui permet l'octroi d'une allocation d'études, eu égard au nombre de personnes à charge.

Personne(s) à charge *	Revenus max. pour bénéficiaire d'une allocation d'études	Revenus max. pour bénéficiaire du statut d'étudiant de condition modeste
0	12.942,72	16.332,57
1	21.030,65	24.420,65
2	27.500,38	30.890,38
3	33.567,99	36.957,99
4	39.226,94	42.616,94
5	44.483,78	47.873,78
6	49.740,62	53.130,62
7	54.997,46	58.387,46
Par personne suppl.	+ 5.256,84	+ 5.256,84

\* Une personne handicapée (>66%) compte pour deux. Dans une même famille, chaque étudiant autre que le candidat lui-même qui poursuit également des études supérieures de plein exercice (qu'il soit boursier ou non) est compté pour 2 personnes à charge.

§3 Les étudiants de condition modeste doivent introduire au plus tard pour le 1<sup>er</sup> mai de l'année académique en cours une demande de réduction de leurs frais d'études au service social de la Haute Ecole dont ils dépendent.

Pour ce faire, ils complèteront et remettront les documents suivants :

- Formulaire de demande ;
- Composition de ménage récente (2 mois maximum) délivrée par l'administration communale du domicile de l'étudiant ;
- Preuve d'inscription de toute autre personne de la famille dans l'enseignement supérieur en 2016-2017;
- Copie de l'attestation d'invalidité du ministère des affaires sociales pour toute personne de la famille reconnue invalide à plus de 66% ;
- Copie de l'avertissement extrait de rôle de chaque membre de la famille pour les revenus 2014 – exercice d'imposition 2015.

### Article 4 : Dispositions particulières pour les étudiants libres

Un minerval spécifique est d'application pour les étudiants « libres » qui suivent une partie du programme d'études. Son montant s'élève à :

- une somme forfaitaire de 100 € couvrant les frais de constitution de dossier et d'examens
- un montant de 30 €/crédit suivi par l'étudiant.

\* Qui, le cas échéant, intègre le revenu imposable des membres de la famille à laquelle il appartient fiscalement

\*\* Ce montant ainsi que ceux repris dans le tableau sont sous réserve d'une mise à jour en cours au sein du Service des Allocations d'Etudes de la Fédération Wallonie-Bruxelles : <http://www.allocations-etudes.cfwb.be>

### **Article 5 : Dispositions particulières en cas d'allègement du programme annuel de l'étudiant en vertu de l'article 151 du Décret**

L'étudiant qui bénéficie d'un allègement de son programme annuel en vertu de l'article 151 du Décret s'acquitte des droits d'inscription établis proportionnellement au nombre de crédits de son programme annuel.

A titre transitoire pour l'année académique 2016-2017, l'étudiant qui a bénéficié d'un allègement visé à l'article 151 du Décret en 2015-2016, et qui s'est acquitté de l'intégralité des droits d'inscriptions, s'acquitte du montant des frais administratifs (108,69€) auquel s'ajoute le montant des frais spécifiques au prorata du nombre de crédits constituant le programme annuel.

### **Article 6 : Droits d'inscription pour les étudiants en fin de cycle et devant encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus ou leur UE Théories et pratiques de la recherche et/ou l'UE Mémoire**

Pour les étudiants en fin de cycle qui remplissent l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- soit avoir encore à acquérir exclusivement l'UE Théories et pratiques de la recherche et/ou l'UE Mémoire,
  - soit avoir encore à acquérir au plus 15 crédits,
- le montant des droits d'inscription est le suivant :
- le minerval prévu pour l'année diplômante, soit 454,47€
  - auquel s'ajoute 50% des frais afférents aux biens et services, soit 190,77€
- soit un total de 645,24 €

Pour les autres étudiants de fin de cycle, les droits d'inscription sont à payer intégralement.

### **Article 7 : Frais afférents à la délivrance de duplicata**

Tout duplicata d'une attestation ou document initialement délivré par les Hautes Ecoles fera l'objet d'un versement préalable de 5,00€/document dupliqué.

Tout duplicata d'une carte d'étudiant fera l'objet d'un versement préalable de 10,00€.

## Annexe 3 Dossier d'inscription

### **Le dossier d'inscription comprend au moins :**

- le formulaire de demande d'inscription complété, daté et signé
- une photocopie recto et verso de la carte d'identité belge ou étrangère,
- 1 photo d'identité (indiquer au verso Nom – Prénom – année d'études),
- une copie d'un diplôme de l'enseignement supérieur requis par les Hautes Ecoles pour l'accès au Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur,
- tout document probant relatif aux différentes activités de l'étudiant pour les 5 années qui précèdent son inscription au Master (attestation de l'employeur, attestation de fréquentation, diplôme...)
- Si études supérieures en Communauté Française de Belgique (à partir de l'année académique 2014-2015), une (des) attestation(s) fournie(s) par l'(es) établissement(s) d'enseignement supérieur en Communauté Française stipulant que l'étudiant a bien apuré toutes ses dettes à l'égard de ce ou de ces établissements.

Pour les étudiants qui sollicitent l'admission par la valorisation de l'expérience personnelle ou professionnelle (VAE)

- les documents justifiant les acquis de l'expérience personnelle ou professionnelle. La commission d'admission n'examine les demandes d'admission par VAE que lorsque tous les documents administratifs probants ont été transmis.

D'autres documents peuvent être réclamés en fonction de la situation particulière de l'étudiant.

## Annexe 4

### Composition des commissions de recours

#### Pour la Haute Ecole de Namur Liège Luxembourg :

- Un président, désigné par le Conseil d'administration :
  - Mandat effectif : Madame Cécile Dury, Directrice de catégorie
  - Mandat suppléant : Madame Marylène Pierret, Directrice-Présidente
- Deux directeurs, désignés par le Collège de direction :
  - Mandats effectifs :
    - Monsieur Benoît Dujardin,
    - Monsieur Vincent Pairon,
  - Mandats suppléants :
    - Madame Véronique Gérard,
    - Monsieur Philippe Alonso,
- Deux membres du personnel enseignant, désignés par le Conseil pédagogique :
  - Mandats effectifs :
    - Madame Isabelle Dulière
    - Madame Bénédicte Servais
  - Mandats suppléants :
    - Madame Marylène Englebert
    - Monsieur Blaise Degueldre
- Deux représentants étudiants, désignés par le Conseil des étudiants :
  - Mandat effectif :
    - Christophe MICHEL
    - Camille DENAYER
  - Mandats suppléants :
    - Emeline LEJEUNE
    - Samuel FLEURY

#### Pour la Haute Ecole Louvain en Hainaut :

- Représentants PO/direction:  
  
Jean-Luc Vreux (Président – DP)  
Etienne Gravy (Dd technique Charleroi)  
(suppléant : Vincent Cappeliez Dd pédagogique Leuze)
- Représentants membres du personnel :  
  
Ludovic Agneessens (social Mons)  
Dominique Denis (technique Mons)  
(suppléant : Pascal Flament paramédical Montignies)
- Représentants des étudiants :  
  
Céline Devroede (social Mons)  
Nathael Hicquet (social Montignies)

## Annexe 5 Calendrier académique 2016-2017

### 1<sup>ER</sup> QUADRIMESTRE

Mercredi 14 septembre 2016	Début du 1 <sup>er</sup> quadrimestre
Jeudi 15 septembre 2016	Début des cours
Mardi 27 septembre 2016	Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles
<b>Lundi 31 octobre 2016</b>	<b>Date limite d'inscription et de paiement des 10% d'acompte (sous réserve des dispositions applicables aux étudiants boursiers)</b>
Du mardi 1 <sup>er</sup> novembre au vendredi 4 novembre 2016	Congé de Toussaint
Vendredi 11 novembre 2016	Armistice
Du lundi 26 décembre 2016 au vendredi 5 janvier 2017	Vacances d'hiver
<b>Samedi 4 janvier 2017</b>	<b>Date limite pour le paiement du solde des droits d'inscription (sous réserve des dispositions applicables aux étudiants boursiers)</b>

### 2<sup>E</sup> QUADRIMESTRE

Mardi 1 <sup>er</sup> février 2017	Début du 2 <sup>e</sup> quadrimestre
Du lundi 27 février au mercredi 1 <sup>er</sup> mars 2017	Congé de détente fixé par le Pouvoir Organisateur
Du lundi 3 avril au vendredi 14 avril 2017	Vacances de Printemps
Lundi 17 avril 2017	Lundi de Pâques
Lundi 1 <sup>er</sup> mai 2017	Fête du Travail
Jeudi 25 mai 2017	Ascension
Lundi 5 juin 2017	Lundi de Pentecôte

### 3<sup>E</sup> QUADRIMESTRE

Samedi 1 <sup>er</sup> juillet 2017	Début du 3 <sup>e</sup> quadrimestre
Du mercredi 12 juillet au mardi 15 août 2017	Vacances d'été

## Annexe 6 Critères de délibération

Pour valider les unités d'enseignement, le jury d'examens prend en compte des critères de délibérations.

### Critères de délibération impliquant une situation de validation d'une unité d'enseignement :

- Participation/implication aux activités d'apprentissage
- Caractère accidentel de l'échec de l'activité d'apprentissage
- Caractère accidentel de l'échec de l'unité d'enseignement
- Echec(s) dans des activités d'apprentissage limité(s) en qualité et en quantité
- Pourcentage global obtenu pour l'ensemble du programme annuel
- Résultats des années d'études antérieures
- Evolution pédagogique régulière et positive
- Originalité/qualité du mémoire
- Progrès réalisés d'une session à l'autre

### Critères de délibération impliquant une situation de non validation d'une unité d'enseignement :

- Echec, quelle que soit son ampleur, dans l'activité d'apprentissage « Immersion et recherche exploratoire en milieux professionnels » de l'UE « Recherche en ingénierie et action sociales » ou dans l'activité d'apprentissage « Ateliers de recherche » de l'UE « Théories et pratiques de la recherche » ou dans l'UE « Mémoire »
- Importance, gravité de(s) échec(s) d'une(des) activité(s) d'apprentissage
- Importance, gravité de l'échec de l'unité d'enseignement
- Echec(s) dans une ou des activité(s) d'apprentissage non compensé(s) par la note globale de l'unité d'enseignement
- Pourcentage global obtenu pour l'ensemble du programme annuel

## Annexe 7

### Etudiants inscrits au jury de la Communauté française

#### **Dispositions générales**

Les étudiants qui ne sont pas en mesure de suivre régulièrement les activités d'enseignement du Master en ingénierie et action sociales peuvent s'inscrire à un jury de la Communauté française organisé au sein de la Haute Ecole.

Les candidats doivent cependant effectuer les activités d'enseignement en conformité avec la grille horaire spécifique du Master en ingénierie et action sociales. En principe, l'inscription à un jury n'autorise pas la fréquentation des autres activités d'enseignement.

Ces étudiants peuvent présenter les examens en vue d'obtenir, s'il échec, les effets de droit attachés à la réussite de l'épreuve. Les étudiants sont évalués sur chacune des activités d'apprentissage relevant de l'année d'études à laquelle les évaluations se rattachent.

La délibération du jury de la Communauté française porte sur l'ensemble de ces évaluations. Le jury se réunit à cet effet au moins deux fois par an.

Cependant, ils ne sont pas inscrits dans une année d'études au même titre que les étudiants dits « réguliers » et les dispositions particulières à l'évaluation ou à la participation aux activités d'enseignement ne leur sont dès lors pas applicables.

En dehors des dispositions qui précèdent et moyennant le respect de celles qui suivent, ces étudiants sont soumis au Règlement des études et des examens du Master en Ingénierie et action sociales.

#### **Conditions d'accès aux jurys de la Communauté française**

Sous peine de nullité de toutes les inscriptions, nul ne peut être inscrit à des jurys différents organisés par une ou plusieurs institution(s).

Afin de contrôler les inscriptions multiples éventuelles, les Hautes Ecoles transmettent à leur Commissaire du Gouvernement la liste des étudiants inscrits pour l'année académique en cours au plus tard le 10 novembre de l'année académique en cours.

L'accès aux épreuves est réservé aux personnes qui ne peuvent suivre régulièrement les activités d'enseignement pour des motifs objectifs appréciés par les directions.

Outre les candidats dont le dossier établirait qu'il leur est loisible de s'inscrire régulièrement au cursus pour lequel l'inscription est sollicitée, nul ne peut s'inscrire à un jury de la Communauté française si :

- il est non finançable au sens des articles 6 et 8 du Décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;
- si le grade académique visé au terme du cursus peut être obtenu dans le cadre d'une formation dispensée en horaire décalé ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale ;
- dans les cinq années académiques précédant celle pour laquelle l'inscription est demandée, il a fait l'objet d'un signalement officiel relatif à une fraude à l'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française ;
- lors de l'année académique précédant celle pour laquelle l'inscription est demandée, il a fait l'objet, dans un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française, d'une sanction disciplinaire ayant entraîné son éloignement pour le reste de l'année académique ;
- lors de l'année académique précédant celle pour laquelle l'inscription est demandée, il a été convaincu de fraude ou de tentative de fraude à un examen dans le cadre d'épreuves organisées par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française ou dans le cadre d'un jury de la Communauté française.

Une attestation de l'école mentionnant qu'il n'a pas subi ce type de sanction constitue la meilleure preuve pour ces deux dernières hypothèses.

### **Introduction et composition du dossier de demande d'inscription**

Pour être pris en considération, le dossier **complet** de demande d'inscription doit :

- être introduit uniquement par courrier recommandé auprès des directions pour le 31 octobre au plus tard de l'année académique en cours ;
- comprendre les documents suivants :
  1. une demande manuscrite dûment motivée, datée et signée ;
  2. une copie recto-verso d'un document d'identité ;
  3. une copie du document faisant état d'un titre donnant accès au master en ingénierie et action sociales pour une première inscription et une attestation de réussite pour la suite ;
  4. tout document probant justifiant l'impossibilité de suivre régulièrement les cours (certificat médical, attestation d'emploi,...) ;
  5. pour les cinq dernières années : attestations de fréquentation et relevés de notes pour les études supérieures poursuivies en Belgique et/ou à l'étranger ou documents probants couvrant toute autre activité.

### **Autorisation d'inscription**

La décision d'autoriser l'inscription est prise par les Directions.

En cas de refus d'inscription, la décision est notifiée par pli recommandé dans un délai de 30 jours prenant cours au jour de la réception de la demande d'inscription.

Il peut être fait appel de cette décision dans les dix jours par pli recommandé devant la Commission de recours contre le refus d'inscription (cf. annexe 4). Celle-ci peut, dans les trente jours, invalider le refus.

Par année académique, l'inscription est conditionnée au versement d'un droit d'inscription pour le 1<sup>er</sup> décembre au plus tard. Celui-ci correspond au minerval réclamé aux étudiants qui s'inscrivent régulièrement dans cette même année d'études.

Ce droit d'inscription n'est en aucun cas remboursé.